

Rouge

Appel
à un rassemblement
national
contre l'austérité

P 9

M 1578 N° 1099 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 10 fév. au 16 fév. 1984

ECOLE

L'état d'urgence

Querelle d'un autre siècle, combat d'arrière-garde, escarmouche de diversion : que n'a-t-on pas dit à propos de la guerre scolaire ? Celle-ci est ouverte. Car la charité chrétienne s'arrête là où commence l'embuscade : la hiérarchie catholique a pratiqué la guerre de positions avec un art consommé ; tantôt donnant du goupillon autour du tapis vert, tantôt dégoupillant la haine de ses troupes dans les rues.

La stratégie de la dissuasion de Savary n'a surtout pas dissuadé la droite de lancer l'offensive ; elle a seulement contribué à désarmer le mouvement ouvrier et laïque. A droite (par intérêt), à gauche (par bêtise), certains ont confondu la guerre scolaire avec une guerre de religions. Baratin !

La cible, c'est l'école publique, victime des tirs convergents des restrictions budgétaires d'une part, de la pression de la droite d'autre part. Des établissements scolaires autonomes, cultivant leurs différences et leurs caractères particuliers, mis en concurrence sur le « marché de l'éducation » : quoi de mieux, en effet, pour gérer la pénurie, et généraliser le « système D » dans le service public ? Savary nous engage dans cette impasse.

Maintenant, le temps de la trêve est passé. L'enjeu est trop important. Certes, pour les travailleurs, la crise signifie d'abord chômage et vie chère. Mais elle n'épargne aucun secteur de la vie sociale. Puisque l'école est dans la ligne de mire, sachons y défendre les acquis. Le mouvement ouvrier doit retrouver le chemin de la défense de l'école publique : celui-ci mène tout droit à Paris, à l'Assemblée.

C'est le bon moment pour une grande manifestation nationale. Avant la prochaine session, et dans l'unité, nom de Dieu !

Les patrons sèment le racisme pour récolter le chômage



RESTRUCTURATIONS

Le parti pris
du chômage

P 6

DOM-TOM

Répression
coloniale

P 14

LIBAN

La Bérézina de Reagan
et de Mitterrand

P 13

REPERES

LOI SUR LA PRESSE

Que d'encre pour si peu

Que d'encre aura coulé à propos du projet de loi sur la « transparence et le pluralisme dans la presse écrite », dont la discussion a repris le 24 janvier à l'Assemblée nationale. Et que d'injures auront été échangées à cette occasion. La droite a utilisé toutes les ressources de l'obstruction parlementaire pour retarder l'adoption du texte gouvernemental.

L'enjeu était de taille. La nouvelle législation fixe des limites aux possibilités de concentration, contraint chaque quotidien à disposer d'une rédaction autonome et à faire connaître ses sources de financement. Pour ces raisons, elle risque de gêner quelque peu les groupes tentaculaires qui façonnent l'opinion et relaient puissamment les campagnes de l'opposition.

L'offensive réactionnaire a d'ores et déjà marqué des points. Dans la dernière rédaction de la commission des Affaires culturelles de l'Assemblée, les hebdomadaires d'information générale et politique ne sont plus comptabilisés dans les concentrations. De même, un groupe pourra posséder à la fois des journaux en province et à Paris. Quant aux sociétés qui détiennent moins de 20 % du capital d'une entreprise de presse, elles pourront échapper aux dispositions sur la transparence. On voit tout le parti que les requins de ce secteur pourront tirer de cet assouplissement, eux qui recourent facilement aux subterfuges permettant le contrôle, par personnes ou sociétés interposées, de certains organes.

Le tintamarre provoqué par le texte gouvernemental a donc bien peu de rapport avec sa réalité. Car, au bout du compte, aucune des nouvelles dispositions législatives ne s'attaquera au pouvoir de l'argent. Tel est pourtant le problème fondamental. Les regroupements, fusions et rachats ne sont que des conséquences du droit commercial capitaliste et de la loi du profit. En 1946, on recensait 28 quotidiens nationaux ; ils ne sont désormais plus

que 11. Sur la même période, les quotidiens de province sont passés de 175 à 73.

Une loi soucieuse d'assurer une véritable égalité aurait, au minimum, mis un terme aux abus les plus criants. Ainsi, chaque année, la loi de finances permet aux entreprises de presse de déduire une partie importante de leurs bénéfices, à condition de les utiliser à certains investissements. Ce qui constitue une prime pour les seules firmes qui font des bénéfices et qui explique comment de grands périodiques possèdent de luxueux immeubles dans les beaux quartiers de la capitale.

On pourrait encore citer l'exemple du système des franchises postales. Celui-ci donne à tous les périodiques disposant d'un numéro de commission paritaire la possibilité de disposer de tarifs préférentiels, sans le moindre discernement. Les bénéficiaires en sont, avant tout, les magazines dont la majeure partie du poids est consacrée à la publicité, puisqu'ils obtiennent les mêmes tarifs d'expédition que ceux qui n'ont pas les faveurs des annonceurs. Des calculs ont montré l'absurdité de ce système : un hebdomadaire type, de 350 grammes (120 grammes d'informations pour 230 grammes de publicité) jouit, en une année, d'une franchise d'environ deux milliards de centimes pour la seule publicité. Et cette franchise est payée par l'impôt.

Une répartition égalitaire supposerait tout d'abord d'en finir avec l'appropriation privée des moyens de production des journaux, de mettre en place un système de tarifs compensés, établi en fonction du tirage et de la vente. Le tout sous le contrôle des travailleurs et des représentants des organes de presse. Refusant de rompre avec les règles du marché, Mauroy et Fillioud refusent de s'engager dans cette voie. Dès lors, leur loi n'ébranlera pas le pouvoir des « Citizen Kane » français.

Christian Picquet

LAIQUES

Nouvelles prises de position

● FEN-91 (Essonne)

La CA de la FEN-91 s'adresse à la FEN nationale pour qu'au sein du CNAL elle propose au plus vite une nouvelle initiative nationale sans exclure, le cas échéant, l'organisation d'une manifestation nationale à Paris.

● SNETAA-75 (Paris)

Le congrès du SNETAA-75 (enseignants des LEP) demande au CNAL de tout mettre en œuvre par la recherche de l'unité la plus large pour s'engager dans un vaste mouvement national unitaire, permettant de créer le rapport de forces nécessaire pour gagner.

● CDAL-53 (Mayenne)

Les laïques de Mayenne, réunis à l'appel du Comité départemental d'action laïque, rappellent leurs positions : — non au projet Savary ; — abrogation des lois anti-laïques ; — fonds publics uniquement à l'école laïque.

Ils demandent qu'on donne à l'enseignement public les moyens de fonctionner dans des conditions décentes : — 25 élèves maxi par classe ; — une école publique laïque dans chaque commune.

Ils demandent que le CNAL organise une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale avant la session de printemps.

La LCR de Toulon organise un meeting-débat jeudi 16 janvier, à 20 h 30, salle Guillaume-Apollinaire. A. Krivine développera nos propositions, avant le premier tour des municipales bis de La Seyne, ville où les travailleurs des chantiers navals luttent depuis des semaines contre les licenciements.

Le Comité d'unité syndicale d'El Salvador (CUS) demande à toutes les organisations d'intervenir auprès de : Alvaro Magaña, président de la République, et Eugenio Vides Casanova, ministre de la Défense, « pour exiger le respect de l'intégrité physique et morale des syndicalistes de la Fédération syndicale révolutionnaire (FSR) », arrêtés le 19 janvier 1984 (cf. Rouge n° 1097), « et leur immédiate libération ». Même appel pour les onze syndicalistes de STECEL qui doivent passer bientôt en cour martiale (cf. Rouge n° 1098).



PAYSANS-TRAVAILLEURS Rencontre européenne en Alsace

La vague des manifestations lancée par les éleveurs bretons s'étend maintenant à toute une gamme de producteurs, de la Normandie au centre de la France. La FNSEA, appuyée par l'opposition, rameute toutes les victimes d'une politique agricole européenne qu'elle a pourtant bel et bien encouragée. Pendant que Mitterrand court chez ses collègues européens pour tenter de trouver une solution au Marché commun agricole, il promène avec lui un cadeau encombrant : la France est aujourd'hui présidente de la commission agricole européenne.

L'alignement des prix agricoles sur le mark au lieu de l'écu (monnaie de compte européenne), envisagé par Kohl et Mitterrand, réjouit les gros producteurs et exportateurs. Mais elle favoriserait l'inflation dans les pays à monnaie faible, c'est-à-dire la France, l'Italie... touchant ainsi la grande masse des consommateurs, les travailleurs.

Quelle politique agricole alternative à celle de Bruxelles ? La CNSTP (Confédération nationale des syndicats de travailleurs-paysans) réunissant les représentants de syndicats et d'associations de producteurs de huit pays européens (France, Allemagne, Hollande, Autriche, Suisse, Danemark, Espagne), à Kintzheim, Alsace, les 4 et 5 février. Pendant deux jours et une nuit entière, les soixante participants ont tenté de définir une politique qui s'oppose à la liquidation de milliers de petites et moyennes exploitations et réduit à la faillite les éleveurs de viande et les producteurs de lait prisonniers de firmes agro-alimentaires en amont et en aval. Petits et moyens exploitants

nourrissent souvent leur bétail, c'est le cas de en Hollande, à 80 % de nourritures composées de protéines importées du tiers monde, et payées en dollars. « Comment sortir du système qui nous opprime, se sont demandé les participants de la réunion de Kintzheim, en même temps qu'il exploite des millions de paysans en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, les réduit à la misère et à la famine, au seul profit des multinationales et des Etats-Unis. »

Les organisations participantes ont décidé d'entamer une campagne d'information auprès des consommateurs, le 17 février, préparant une action commune le 19 mars lors des discussions de la Communauté européenne à Bruxelles. Pour la défense et le droit à l'existence des petits et moyens producteurs. Pour l'obtention d'un revenu minimum, garanti

dans chaque pays pour les producteurs, rejetant productivisme et libéralisme. (Voir interview CNSTP, Rouge du 3 février.)

Ces projets alternatifs devraient tenir compte des intérêts communs aux paysans et à la classe ouvrière, comblant le fossé qui les séparent. Les organisations présentes à Kintzheim en étaient conscientes. Elles sont toutes représentatives de couches importantes de paysans-travailleurs, nettement à gauche, issues de courants politiques divers, anticapitalistes, et opposées aux méthodes du collectivisme bureaucratique, étatique, des pays de l'Est.

Nous rendrons compte plus largement dans Rouge des riches débats qui ont animé cette rencontre européenne pour une politique agricole alternative.

POINT DE MIRE

PRIVE-PUBLIC

Gagner du temps

Le Comité national de l'enseignement catholique a répondu aux propositions de Savary. Beaucoup moins qu'un « contre-plan », il s'agit d'obtenir deux garanties pour le privé dans le cadre du projet du ministre :

- que les structures juridiques appelées à regrouper les écoles privées au niveau local soient gérées par une majorité de représentants du privé ;
- que les enseignants du privé ne soient pas titularisés sur des postes publics, mais soient dotés d'un statut particulier respectant le caractère propre des écoles confessionnelles.

En avançant ces deux préalables, la hiérarchie catholique cherche à retarder l'adoption de mesures législatives prévues pour la session de printemps du Parlement. Dans la course de lenteur qu'elle a engagée avec le gouvernement, elle mise sur le succès des manifestations régionales (notamment celle du 4 mars à Versailles), et sur la proximité des élections européennes.

Ce ne serait pas la première fois que le gouvernement recule les échéances de son calendrier scolaire, pour préserver le cadre des négociations, dont l'expérience démontre assez qu'elles sont utilisées par la droite pour gagner du temps et organiser sa pression.

Nicolas Jeanson

Formation

La LCR organise à Paris un cycle de formation politique élémentaire. Ce cycle est ouvert aux camarades sympathisant(e)s de la LCR, aux lecteurs et lectrices de Rouge et à toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

Si tu connais la LCR par son action et/ou par sa presse, tu auras la possibilité d'en savoir plus, de discuter des éléments de base de notre programme. Voici quelques-uns des thèmes qui seront traités :

- Austérité de gauche et alternative anticapitaliste.
- La révolution en Amérique centrale.
- La lutte contre l'oppression des femmes.
- La révolution antibureaucratique dans les pays de l'Est.
- Pourquoi faut-il construire un parti révolutionnaire en France ?

Le cycle aura lieu chaque samedi après-midi de 14 heures à 17 heures, à partir du 11 février, pendant six semaines.

Pour s'inscrire et avoir plus de renseignements, remplir le bulletin ci-contre et l'envoyer à : LCR-formation, 9, rue de Tunis, 75011 Paris. Tél : 367 62 62.

Nom Prénom

Adresse

Profession Tél

Je m'inscris pour l'école

Je désire plus de renseignements

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Nom -----
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prénom -----
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse -----
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie -----
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	200 F	200 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Robert March

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Le fascisme banalisé

La prestation télévisée du leader du Front national est le révélateur d'un processus inquiétant. Rien ne serait plus dangereux que la résignation ou l'habitude. Seule l'action peut mettre en échec les menées racistes de l'extrême droite.

« Le 6 février 34 peut-il se répéter en 84 ? » Mieux que de longues démonstrations, ce titre du *Quotidien de Paris* commémorant l'anniversaire de l'émeute fasciste parisienne illustre un certain climat. Peu importe que, dans son éditorial, le journal de Philippe Tesson affirme que la répétition de tels événements est aujourd'hui impossible. En traçant un parallèle entre les deux situations, il tend objectivement à banaliser le fascisme, le nazisme, l'extrême droite.

Une consécration

L'organisation de Le Pen a su pleinement tirer avantage de ce climat. La droite traditionnelle l'y a d'ailleurs fortement encouragée. *Le Quotidien de Paris* — encore lui ! — écrivait ainsi l'an dernier : « C'est au contraire parce qu'il a adopté un comportement et un discours démocratiques irréprochables que le Front national a échappé à la malédiction du ghetto et à l'excommunication majeure qui frapperait toute re-

naissance d'un parti fasciste en France. »

Dans ces circonstances, le passage de Le Pen à « L'heure de vérité » du 13 février sur Antenne 2, ne saurait laisser indifférent. IL n'y aura certes rien de nouveau dans les propos du chef du Front national. Les mêmes axes démagogiques et ultra-réactionnaires seront développés : lutte contre les immigrés associée à une haine farouche des organisations ouvrières ; dénonciation du « laxisme moral » et de la « décadence » de l'Occident, exaltation de l'autorité et du culte du chef, etc. Mais le développement de telles idées à l'occasion d'une émission bénéficiant d'un fort indice d'écoute constitue leur consécration.

Le danger provient du fait que ce discours rencontre un écho indéniable. Auprès de certaines fractions de l'opinion tout d'abord. Certes, il n'existe pas, dans notre pays, de force fasciste de masse. L'« effet Le Pen » demeure circonscrit au terrain électoral. Aucune fraction du capital ne fait, pour l'heure, le choix d'une solution supposant une

confrontation centrale entre les classes et l'écrasement du mouvement ouvrier. Quant à l'extrême droite dans son ensemble, elle est encore bien incapable de se doter d'une assise populaire structurée.

Il reste qu'auprès des secteurs de l'électorat de droite qui aspirent à en découdre avec le monde du travail, le Front national fait une relative percée. Les difficultés de l'opposition parlementaire, qui ne parvient pas à définir son « profil » pour les prochaines échéances électorales (voir page 4), accentue ce phénomène. Interrogé le 24 janvier par *Minute*, l'ancien secrétaire du RPR pour le département du Rhône indiquait : « Depuis que Chirac cherche à se recentrer, il y a effectivement des militants tentés par Le Pen. »

Fait nouveau, l'extrême droite se renforce également au détriment des partis de gauche. Quoi d'étonnant au fond ? En mettant en œuvre une politique qui s'attaque aux conditions de vie du plus grand nombre, à l'encontre des aspirations du printemps 1981, les socialistes et les communistes ne peuvent que désorienter leur propre base. Devant un avenir économique et social des plus incertains, une partie des couches les plus exploitées peut être tentée d'exprimer son dégoût du jeu politique, et de reporter ses suffrages sur les candidats fascistes.

L'idéologie propagée par le Front national prend d'autant plus de poids qu'elle devient progressivement celle de la droite traditionnelle. Au cours des dernières années, pour s'opposer à la montée de la gauche et souder autour d'elle les catégories les plus conservatrices, cette dernière a largement ouvert ses portes à des hommes ayant fait leurs premières armes dans les milieux activistes. Ce sont eux que l'on retrouve désormais dans les états-majors du RPR et de l'UDF. Ce sont encore eux qui animent les « clubs » par lesquels l'opposition entend « promouvoir des idées nouvelles » et « reconquérir la France ». Ils disposent dans leur entre-

prise de puissants relais dans les médias, à commencer par la presse Hersant.

Réagir

Voilà comment des thèmes anti-égalitaires, xénophobes ou racistes se répandent. Un exemple de ce processus est fourni par les Comités d'action républicaine (CAR), dirigés par le RPR Bruno Mégret (par ailleurs responsable du Club de l'Horloge, une émanation de la Nouvelle Droite). Les CAR viennent de définir une politique de l'immigration, dont *le Figaro* du 24 janvier rendait compte en ces termes : « Selon eux, la priorité est de sauver ce qui peut l'être des langues et spécificités des peuples qui composèrent la France, plutôt que d'installer sur le territoire national des entités autonomes avec des cultures exogènes, au risque de créer des problèmes comme ceux que connaissent la Belgique, l'Irlande, l'Afrique du Sud, l'Inde ou le Liban. » Les CAR préconisent en outre de refouler « tous les immigrés vivant en France depuis moins de dix ans ».

La banalisation de cette idéologie pernicieuse n'a rien de fatal. Pour peu cependant qu'on prenne la mesure de la menace. Il ne faut en effet pas s'y tromper. Si notre réponse tardait trop, on risquerait de revoir rapidement des manifestations de xénophobie « ordinaire » comme on en connut cet été dans plusieurs cités surpeuplées. Le racisme constitue de surcroît une arme aux mains du patronat, à l'heure où il lui faut diminuer le pouvoir d'achat et restructurer son appareil productif. Quoi de plus commode que d'opposer entre eux les différentes catégories de salariés ?

C'est pourquoi la lutte contre les manifestations de l'extrême droite est inséparable du combat pour l'unité des exploités, pour que la classe ouvrière impose ses propres solutions à la crise capitaliste. Tels sont les principes qui doivent guider notre action.

Christian Picquet



L'innommable

Monsieur Le Pen ne tolère pas qu'on qualifie son parti de raciste ou de fasciste. Il ne manque pas une occasion de le faire savoir. Tant de conviction devrait nous pousser à une autocritique.

Non le Front national n'est pas raciste. Plus modestement, il encourage à la discrimination raciale. « L'Evangile nous dit d'aimer notre prochain, pas notre lointain », expliquait son président il y a un an, dans les colonnes de *la Croix*. Parfois d'autres responsables se laissent aller à de regrettables écarts de langage qui les amènent à s'écrier : « Immigrés d'au-delà de la Méditerranée, retournez à vos gourbis. » Il n'y a vraiment pas de quoi fouetter un chat !

Le Front national n'a également aucun lien avec la tradition fasciste. C'est uniquement par hasard qu'en 1968 l'entreprise de Le Pen édita un disque de chants hitlériens, présenté sous une pochette caractérisant le parti nazi de « mouvement de masse somme toute populaire et démocratique ». Concours de circonstances encore si, dès sa fondation, ce

mouvement intégra à sa direction des admirateurs du III^e Reich. Citons, par exemple, François Duprat (aujourd'hui disparu) qui, dans les années soixante-dix, dénonçait en ces termes la LCR : « Vingt-trois membres de leur comité central sur vingt-cinq sont d'origine israéliite (...) Chez ces gens, c'est une monomanie névrotique. On connaît peu les rapports entre l'origine ethnique et le recrutement politique : c'est frappant chez les cadres troïkystes. »

Trêve de plaisanteries ! Le Front national est bel et bien une formation raciste et se situe dans la tradition fasciste. Et ce n'est pas le soudain engouement de son leader pour la respectabilité qui nous empêcheront de le répéter. D'ailleurs, il fut un temps où Le Pen étalait sans crainte ses « titres de gloire ». Evoquant ainsi sa guerre d'Algérie, le 9 novembre 1962, dans les colonnes du quotidien *Combat*, il proclamait : « Je n'ai rien à cacher. J'ai torturé parce qu'il fallait le faire. »

C. P.

IMMIGRES

La longue marche contre le racisme

Deux mois après la marche, les jeunes immigrés et le combat antiraciste ne font plus la une des médias. le mouvement poursuit pourtant son chemin.

Le 3 décembre, plus de cent mille personnes manifestaient à travers les rues de Paris contre le racisme et pour l'égalité. Les jeunes des Minguettes avaient réussi leur pari : leur marche avait réuni dans l'unité de nombreux travailleurs et jeunes, français et immigrés pour riposter à la montée du racisme, des attentats et crimes en tout genre en passe de banalisation.

La marche a eu lieu grâce à l'initiative des jeunes immigrés, les « Beurs ». Ils restent le moteur du combat contre le racisme. Aujourd'hui organisés à travers des associations locales de cités, à travers les collectifs jeunes, notamment celui de la région parisienne, ils posent avant tout la question de l'égalité des droits : « Nous ne voulons pas qu'on nous achète à coups d'expositions (1) ou en nous donnant

des postes d'animateurs dans des quartiers ; nous voulons le droit de vote ! » Déjà au moment de la lutte des Talbot, le collectif jeunes avait refusé la séparation des « bons Beurs » et des mauvais Arabes adultes qu'on peut renvoyer chez eux. Ils l'avaient exprimé à travers l'appel commun à la marche de solidarité avec ceux de Talbot début janvier.

Les collectifs continuent

La marche avait été préparée par la mise en place de collectifs regroupant plusieurs associations et organisations locales. Après la marche, ils se sont réunis un peu partout pour tirer le bilan et discuter des perspectives. Mitterrand avait promis la carte unique lors de l'entrevue avec les marcheurs : c'est souvent autour du rappel de cette promesse que les collectifs poursuivent la lutte contre le racisme. Au niveau national, le collectif pour la carte de dix ans a proposé de nouvelles initiatives à partir de la marche, notamment une lettre à Mitterrand et des délégations régionales. Rempoter une victoire à ce sujet serait un pas en avant considérable.

Avant la marche, tout le monde s'interrogeait sur l'initiative miracle qui débloquent la situation. Après la marche, c'est un peu l'inverse qui se produit. On assiste à une foule de propositions venant de telle ou telle association, regroupement ou organisation. Ainsi pour en citer quelques-unes : la mise en place d'un Comité de défense des droits des immigrés à l'initiative de la FASTI et des collectifs de la région parisienne, qui se propose de lutter contre les pratiques arbitraires d'expulsion, en liaison avec des avocats et des magistrats ; la reconstitution d'une fédération des associations autonomes de l'immigration (le CAIF), qui propose elle aussi des initiatives, notamment autour des élections européennes ; le collectif de soutien à la marche de la région parisienne qui propose de se maintenir sous l'appellation « Collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits » et envisage de servir au moins sur la région de centre de coordination et d'impulsion de certaines initiatives telles qu'un carnaval interculturel en juin prochain, etc., etc.

Sans oublier bien sûr les



Assises contre le racismisme qui auront lieu à l'initiative du MRAP les 16 et 17 mars prochain à l'occasion de la journée internationale contre le racismisme.

Richesse et faiblesse d'un mouvement

La multiplication des initiatives et des centres de décision reflète une réalité

riche issue de l'espoir né au moment de la marche de l'égalité, en même tant qu'une faiblesse du mouvement général qui ne parvient pas à trouver son unité autour d'objectifs communs. Les divergences sur la politique d'immigration et le lien entre la lutte contre le racismisme et la bataille pour l'égalité des droits ne sont pas étrangères à cette

difficulté. Il n'y a qu'à voir par exemple les réticences de nombreuses associations à participer aux assises du MRAP, dont le contenu est bien éloigné de toute lutte pour l'égalité des droits et qui apparaît souvent comme un recul par rapport aux problèmes posés par la marche elle-même.

Il ne s'agit donc pas de nier ces divergences. Il s'agit

de pouvoir réunir le maximum d'associations et d'organisations autour de chaque initiative, au niveau local comme au niveau national, et de construire à cet effet un centre d'initiative contre le racismisme.

Hélène Viken

1. Il est quand même recommandé d'aller voir l'exposition sur la jeunesse immigrée au centre Beaubourg, à Paris.

PARIS GOUTTE-D'OR

Opération coup de poing

Mardi 7 février, 6 heures du matin. Déploiement policier impressionnant, la rue Polonceau bouclée... Les locataires du 37, immeuble déclaré « insalubre » depuis que la construction d'un commissariat a été décidée à cet emplacement, menacés d'expulsion depuis plusieurs mois, rassemblent leurs affaires avant de monter dans les cars. Après de nombreuses démarches en direction de la mairie de Paris et du député, Jospin, il avait été « promis » un relogement. Toutes les « solutions » proposées aujourd'hui sont inacceptables. Aux célibataires : logement en foyer pour cinq jours... Pour les familles : placement des enfants, logement en foyer à 150 kilomètres de Paris, etc. Les locataires ont refusé. Actuellement, vingt-cinq hommes, femmes, enfants, sont hébergés dans une salle prêté par l'église du quartier.

Le Comité logement, le Collectif pour l'égalité des droits, etc., appellent les militants associatifs, syndicalistes et autres, à se mobiliser très vite pour obtenir le relogement de tous dans le 18^e arrondissement. Contacter la Maison de la Goutte-d'Or, 10, rue Affre, 75018 Paris. Tél : 264 40 35.

DROITE

Les embûches de la reconquête

Perturbée à sa frange par le Front national, la droite semble aujourd'hui confinée aux petites manœuvres politiciennes et non à un assaut frontal

Mais que devient la droite politique ? On pourrait croire que les succès obtenus aux municipales partielles, le mécontentement populaire engendré par la politique du gouvernement la rendraient aujourd'hui prête à passer à une nouvelle étape dans la reconquête.

Les jeux politiques qui se déroulent autour des élections européennes éclairent pourtant un paradoxe : au moment où le gouvernement de gauche s'apprête à appliquer un plan industriel qui renie tous les engagements pris en 1981, la droite politicienne s'avère incapable d'en tirer réellement bénéfice. Elle n'apparaît pas comme la candidate à la relève.

Raymond Barre, encore récemment interviewé sur RTL, fait cruellement sentir à ses « amis » que les fanfaronnades sur les élections législatives anticipées aux lendemains des municipales ont dû bien vite être remises au placard. Ainsi, ceux qui se hâteraient trop de pronostiquer la victoire pour 1986 iraient vite en besogne.

Cet homme-là a au moins compris une chose : l'accumulation de mécontentement créé par vingt-trois ans de règne de la droite est loin d'être épongé par la politique du gouvernement actuel. Et la main amène qu'il passe dans le dos de Le Pen, que Raymond Barre considère

finalement comme un homme raisonnable malgré les « propos inadmissibles de ses lieutenants », prouve bien qu'il a compris que l'élément réellement nouveau dans la situation est un mécontentement et un écoeurement populaire difficiles à manier pour les grands partis de droite.

Reste le jeu politicien. Là, une chose est sûre, et c'est l'autre paradoxe : la liste « unique » de la droite pour les européennes ressemble à tout sauf à l'unité. On pourrait presque dire que c'est une liste RPR conduite par Simone Veil.

En effet, c'est bien un forcing de plusieurs mois de Veil et Chirac qui ont permis ce résultat. L'UDF, qui n'est elle-même qu'un conglomérat de groupes, trahie par Veil elle-même, a dû en fait passer sous les fourches caudines du maire de Paris. Simone Veil agit essentiellement selon son intérêt personnel. Le RPR, arrivé loin derrière l'UDF aux

dernières européennes, sait, lui, qu'une liste unique se fera au total bénéfice du seul parti de droite ayant un véritable appareil qui en fera l'âme de la campagne.

François Léotard, président du Parti républicain, moins préoccupé que ses collègues par la peur de perdre des fauteuils à Strasbourg, s'inclinera sans doute néanmoins comme les autres ; comme le dit son collègue Gaudin, « il n'y aura pas de liste Léotard ». Giscard lui-même, partisan convaincu des deux listes, y est allé de son couplet pour insister lourdement sur le fait qu'une opposition qui ferait 50 % des voix aux européennes ne serait pas crédible : « Il faut 60 % et non 50 % ». Une manière de réaffirmer que présenter deux listes était le bon choix... et que 60 % seraient bien nécessaires à la droite pour s'affronter à la situation que créerait son retour.

Laurent Carasso

5%

C'est le montant de la hausse programmée pour la mi-février à l'EDF. Viendront ensuite, à un taux non encore déterminé, la SNCF en mai et la RATP en juin. Après le prix du pain, la compétition des hausses pour 1984 est bien partie.

50 milliards

« Les patrons n'ont jamais fait la fine bouche devant les 50 milliards de prêts mis à leur disposition. » Delors, lui-même, a fièrement livré cette précision. Il répondait à Gattaz qui « osait mettre en doute » l'efficacité des aides de l'Etat aux entreprises.

Ce renseignement intéressera tous ceux qui avaient pris au sérieux la question posée par le ministre des Finances : « Où trouver l'argent ? » Nous ne pensons pas que le président du CNPF ait jamais ignoré ce renseignement. En revanche, nous sommes de ceux qui aimeraient savoir où sont passés tous ces prêts. Et nous savons bien que Delors, tout au souci de son rôle d'homme d'Etat, ne le sait pas lui-même. La « liberté d'entreprise » a de ces contraintes...

2,8%

C'est la hausse prévue pour les quatre premiers mois de 1984, si les hausses de salaire sont égales ou inférieures à 1,5 %.

La perte de pouvoir d'achat frise déjà les 2 %, toutes branches industrielles confondues, pour 1983. Les prélèvements sociaux (chômage, retraite, 1 % + 1 %) s'additionneront en 1983 et 1984. Total : 2,8 % (hausse des prix), 2 % (perte de pouvoir d'achat 1983), 2 % (prélèvements supplémentaires)... En limitant les hausses de salaire à 1,5 %, on nous prépare une perte de 5,3 % dès les trois premiers mois de 1984.



PCF-PS

Le PC rame, mais reste dans la galère

Les restructurations industrielles accentuent le mal de mer des militants de gauche. Mauroy comme Marchais espèrent que le gouvernement tiendra bon et qu'ils n'auront pas de pertes dans l'équipage.

« Nous sommes arrivés au pouvoir dans un monde où les constellations étaient en désordre. Nous sommes obligés de travailler sous le ciel qui nous est imposé. » Cette déclaration digne d'un astrologue ou d'une voyante émane en fait de notre Premier ministre socialiste, Pierre Mauroy, interviewé par les Nouvelles.

Ce dernier ne fait là que traduire, en langage fleuri, le vague à l'âme qui flotte aujourd'hui dans le parti de la rose.

Un malaise bien réel

Delors et Fabius, au dernier comité directeur, début janvier, assumaient pleinement la ligne gouvernementale sur les mutations industrielles et donc les licenciements. De leur côté, les dirigeants au contact du mouvement ouvrier comme Gérard Gaumé, secrétaire confédéral CGT, ou Jean-Paul Bachy, responsable du secteur entreprise, tenaient encore un discours « traditionnel » dans le mouvement ouvrier : « Les mutations industrielles doivent créer des emplois et non en supprimer. »

La direction du Parti socialiste n'était pas à l'unisson. Le malaise exprimé ce jour-là reflète celui bien réel qui existe aujourd'hui dans l'ensemble du Parti socialiste.

Pour éviter d'accroître le mal de mer, le PS a choisi son candidat pour les européennes : Lionel Jospin sera à même d'incarner le parti d'Epinay et de mai 1981. Delors aurait été une pilule plus dure à avaler. Mitterrand fait ainsi un beau coup double. Il peut à la fois se couvrir à gauche et garder une place libre pour une liste de centre-gauche (Faure et Faure) qu'il va grassement « sponsoriser » pour tenter d'empêcher Simone Veil de passer le cap fatidique des 50 %.

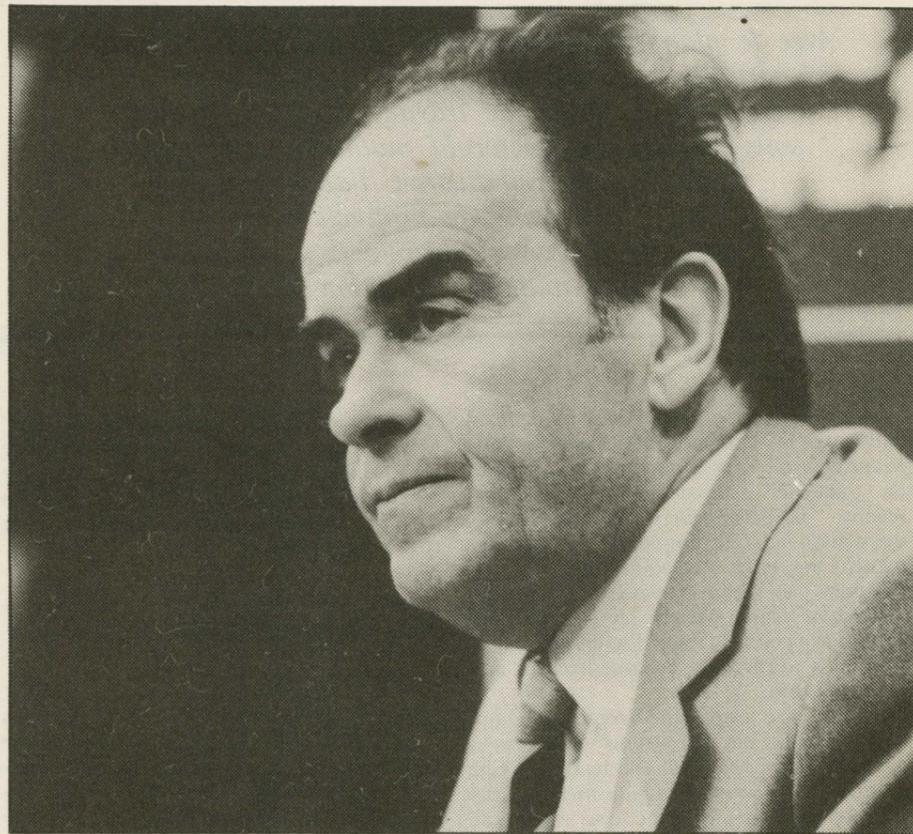
Mais la direction du PS a décidé de tenir le choc sur les restructurations industrielles. Mitterrand lui-même, dans une interview au Parisien libéré l'a répété : « Rien ne nous fera tourner le dos aux exigences du temps. Si une firme qui introduit de nouvelles techniques réduit à cause de cela ses effectifs, modernisée elle élargira son marché, et sa situation s'améliorera. D'où

de nouvelles commandes ; et elle embauchera. »

Vingt-quatre heures auparavant, Pierre Juquin du bureau politique du PCF, déclarait : « Contrairement aux apparences, ce n'est pas en licenciant qu'on modernisera notre appareil de production. » Contradiction flagrante, pourrait-on dire ? Nullement, nullement, nous répond benoîtement Fiterman qui, dans le Journal du dimanche, déclare : « La gauche est diverse, riche de ses différentes sensibilités... Les discussions sont utiles ; des solutions se dégagent, naturellement dans le cadre de la politique choisie par le pays en 1981. »

Le PCF alimente le chaud et le froid

Encore une fois, sur l'ensemble des médias, les dirigeants du PCF jouent aux montagnes russes, alimentant le chaud et le froid. Il est certain que pour l'instant, le problème du PCF n'est pas de quitter le gouvernement, mais surtout d'empêcher que dans des usines où les restructurations vont tomber, le phénomène Talbot se renouvelle. Il serait mal

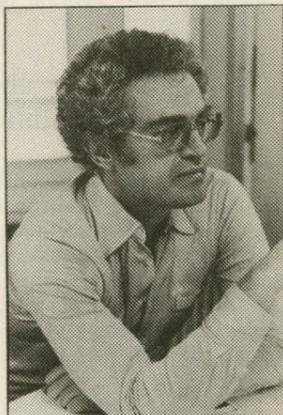


venu, pour les dirigeants de la place du Colonel Fabien, qu'aux yeux de tout le pays, des travailleurs se battent pour leur emploi et que... le PCF ne soit pas avec eux. Pire, qu'apparaissent des grèves, où existent au niveau syndical ou politique des équipes de militants suffisamment fortes pour conduire le mouvement malgré la direction du PCF.

Aussi, une nouvelle fois, le PS fait tout pour calmer le jeu. Il prend bien soin d'éviter de froisser les

dirigeants communistes, d'associer au maximum les syndicats aux traitements des dossiers « chauds » comme la navale ou les zones franches. Comme le dit lui-même Mauroy : « Je crois que les communistes ont le souci de leur base. Je les comprends. Une fois que ces turbulences auront été traversées — sans trop de dégâts, j'espère — le plus dur sera fait. » Mais les turbulences ne risquent pas de passer rapidement...

Laurent Carasso



Quand Chevènement prend date

Une nouvelle fois, le leader historique du CERES s'est laissé aller à des déclarations pas tout à fait dans la ligne officielle du Parti socialiste.

Chevènement donne six mois au gouvernement pour changer de politique : « Enrichir la rigueur, la mettre au service de la croissance. »

« S'il ne le fait pas, ajoute-t-il, l'équation dans laquelle se joueront les élections législatives de 1986 sera définitivement fixée. » Autrement dit, la politique actuelle ne peut mener qu'à une défaite électorale.

Face à la perspective d'une future alliance du PS avec un « centre-gauche » reconstitué, Chevènement

réaffirme fortement la nécessité d'un axe maintenu avec les communistes : « Il est urgent que le PC se trouve conduit à prendre sa part de l'effort. (...) Le PC, pendant qu'il en est encore temps, doit être impliqué dans la grande œuvre de modernisation de la France. Il y a des compromis dynamiques à passer avec lui. »

C'est « à gauche » donc que veut se placer notre ancien ministre de l'Industrie. Mais l'autre politique qu'il propose se garde bien de remettre en cause la logique

du profit : « Si l'on veut réussir la modernisation, il faut en réunir deux conditions : une croissance positive et une mobilisation de tous les acteurs de la production. »

Bref, le but est la « République moderne » dont se gargarise Chevènement depuis quelque temps, c'est-à-dire « l'unité nationale » des patrons et des ouvriers pour, avec un zeste de protectionnisme, « moderniser » l'économie et assurer « l'indépendance nationale ».

Autant de choses qui ont peu à voir avec « la rupture avec le capitalisme » prônée de longues années durant par le CERES. Comment s'étonner, du coup, de son silence sur les mobilisations actuelles des travailleurs et sur les revendications essentielles telles que le refus des licenciements ?

Comment s'étonner que la seule perspective qu'offre Chevènement est celle d'attendre que Mitterrand change de cap ? « Je connais le pragmatisme du président et, par conséquent, je sais qu'il y a des moments où il peut prendre conscience de la nécessité d'infléchir cette politique. »

Qu'après « l'avertissement » des cantonales, Mitterrand ait infléchi sa politique dans le sens d'une austerité accentuée n'a pas l'air de poser problème à l'ancien ministre. Il est vrai qu'il déclare faire « un pari à très long terme ».

Chevènement se pose en recours et, en attendant, lance un club pour « la République moderne »... Une politique qui ne doit pas aller sans poser problème à de nombreux militants du CERES.

A. A.

RESTRUCTURATIONS INDUSTRIELLES

Le parti pris du chômage

Avec le plan du gouvernement, présenté aux syndicats, le parti du chômage est pris. La priorité n'est pas la création de postes de travail, mais, à l'inverse, sous couvert d'accélérer la mutation technologique de l'appareil industriel, l'abaissement des coûts de production. De quoi dépasser allégrement le cap des deux millions de chômeurs...

Le 8 février, le Conseil des ministres a confirmé le contenu des mesures que Mauroy avait déjà évoqué à grand renfort de publicité. « Bassin d'emploi », « formation professionnelle » et les autres dispositions sont limpides : le gouvernement ne lutte pas contre le chômage. Patronat et gouvernement en cœur mobilisent leurs énergies et des sommes colossales pour adapter l'industrie de ce pays aux normes de la concurrence, aux lois du profit.

Une vaste campagne idéologique, qui emplit de manière assourdissante médias et discours officiels, s'est déclenchée. Elle présente ces « mutations industrielles », ces « restructurations » comme une espèce de fatalité météorologique dont les victimes seront ces cohortes de licenciés. Alors, fatalité ou pas ? Peut-on faire autrement ?

Résoudre le chômage, impossible ?

Le bon sens voudrait qu'on cherche aux deux millions de chômeurs un emploi, dans des domaines correspondant à la satisfaction de besoins sociaux nombreux et non satisfaits. La logique voudrait qu'on baisse le temps de travail à 35 heures pour dégager des heures de travail pour les sans-emploi. Evident ! Mais le patronat veille au grain.

Pour les capitalistes, la production industrielle n'est pas faite pour satisfaire les besoins du plus grand nombre, mais pour obéir à leurs intérêts privés. Le moteur de l'économie capitaliste, c'est le profit, la soif capitaliste inextinguible de faire le plus de profits possibles en un minimum de temps. En temps ordinaire, le patron utilise tous les moyens pour renforcer l'exploitation de la source unique de création des richesses, le temps de travail humain, celui des ouvriers.

Alors, pensez, en temps de crise... La concurrence entre capitalistes est féroce. Cette férocité s'exerce contre les travailleurs. Les patrons ne pensent qu'à baisser les coûts de production, pour être compétitifs. Cela signifie baisser les salaires, bien sûr, et augmenter la productivité. La conséquence, c'est faire travailler plus vite moins de gens possible.

Car leurs capitaux, ou les subsides qu'ils tirent de l'Etat, les capitalistes les placent pour rationaliser la production. Avec, ils virent des ouvriers, ils ne créent pas des emplois productifs. Ils veulent allonger le temps d'utilisation des machines, pour moins d'ouvriers, au contrat de travail précaire, aux heures de travail flexibles.

C'est l'inverse de ce qu'il faut pour résorber le chômage. Tout au contraire, cela le développe. Et l'offensive patronale, à laquelle ne s'oppose pas le gouvernement, vise à obtenir le droit absolu de licencier, d'adapter la main-d'œuvre au millimètre des besoins patronaux. Le CNPF veut constituer un volant de chômage important, qui ferait une pression en permanence sur les travailleurs actifs.

Ainsi, le chômage peut être résorbé.

Cela suppose baisser le taux d'exploitation. Cette unique solution se heurte de manière inconciliable à la logique du profit. Vouloir résoudre la question du chômage, c'est se poser le problème de l'affrontement à la classe patronale.

Mais le progrès technologique ?

Les patrons entendent utiliser l'automation, les robots, l'électronique dans le cadre étroitement égoïste du maintien de leur pouvoir économique et du renforcement de l'exploitation. Au moment où la croissance économique ralentit, une poussée technologique extraordinaire, sans précédent, apparaît.

Dans la logique du profit, la richesse est produite par le travail humain ; le capital a poursuivi le but de réduire au maximum le temps de travail pour produire une marchandise afin de récupérer les heures économisées en un travail supplémentaire, un surtravail. Il a toujours mobilisé les ressources techniques pour le faire.

Mais ces forces productives gigantesques,

ces robots, ces techniques d'automation, les ressources de l'électronique ne sont et ne seront utilisées que pour accroître les capacités d'exploitation de la classe ouvrière, afin d'accroître la compétitivité de l'entreprise. Ainsi, dans l'automobile. Le miracle japonais de l'auto tient essentiellement dans la capacité du capitalisme japonais à intégrer une technologie supérieure, à exclure le travail humain de la production. Le robot remplace l'homme dans des proportions largement supérieures à celles de l'automobile US ou allemande. Ce robot japonais est utilisé non pas pour éliminer les tâches pénibles, mais intensifier le travail, élever les normes de production, le rendement, éliminer le temps mort et les pauses.

Le robot japonais, comme celui de Volkswagen ou de Renault-Douai, asservit les travailleurs à de nouvelles tâches pénibles, concentrées sur la surveillance des lieux les plus intenses de la production. Les postes de travail sont répartis différemment, périmant les vieilles qualifications, déconstruisant littéralement la classe ouvrière, la réorganisant de façon à lui demander plus de travail, plus de compétence, plus de qualification pour un poste de travail payé moins cher. Le savoir-faire ouvrier, la culture technique disparaissent pour la mémoire de l'ordinateur du robot.

Ainsi, les anciens ouvriers qualifiés, en âge de travailler, se voient embauchés moins cher que par le passé, dans des postes de travail sur lesquels ils doivent se réadapter totalement.

C'est à cette mutation technologique que s'attèle le gouvernement au côté du patronat. Son plan « productique » vise à rationaliser l'effort patronal en matière d'automation. Les crédits qui lui sont destinés permettront au patronat d'immobiliser moins de capitaux. On vérifie là

encore que le choix gouvernemental s'oppose totalement à la résorption du chômage.

Toujours plus de licenciements

Les restructurations, l'automation de secteurs entiers de la production sont à venir. Pour rester concurrentiels, les capitalistes seront tenus d'investir massivement dans des machines sophistiquées excluant en grande partie le travail humain de la production. Et les contradictions fondamentales apparaîtront : la part des machines, le volume des forces productives seront disproportionnés par rapport au temps de travail humain, créateur de plus-value, et aux capacités de consommation d'une population dont une part croissante sera l'armée des chômeurs en croissance constante. Posséder des outils améliorant la productivité et l'exploitation en période de croissance tendant vers la négative : c'est pour les capitalistes jouer avec la nitroglycérine.

Le dispositif gouvernemental, promu par les partis dominants dans la classe ouvrière, vise précisément à faire passer parmi les travailleurs cette bataille de classe comme loi commune aux travailleurs et au patronat. La pression sera forte pour noyer les intérêts ouvriers derrière un flot de formules naissantes, comme les stages formation-reconversion. Poser les postulats de base contre le chômage, réduction du temps de travail à 35 heures, droit à l'emploi contre le chômage permanent, satisfaction des besoins sociaux non satisfaits, c'est poser le problème suivant : comment s'opposer à l'intensification de l'exploitation capitaliste, ou plus exactement, comment y mettre fin ?

Jean Lantier



MASSEY FERGUSON

« Le gouvernement nous a trahis »

Table ronde avec quatre responsables de la CFDT de l'entreprise et de la région lilloise, après deux cents jours de lutte à Massey-Ferguson contre la fermeture de l'atelier fonderie et 595 licenciements.

Un pas vers l'unité d'action dans l'agglomération lilloise ? Lundi 6 février, les unions locales CGT, CFDT, se sont rencontrées, pour la première fois, afin d'envisager ensemble l'organisation de la solidarité à la lutte des Massey. La semaine précédente, l'intersyndicale CGT, CFDT, FO de

« Il faut bannir du langage syndicaliste le mot sureffectif »

l'entreprise avait envoyé aux unions locales et aux partis de gauche une lettre leur demandant d'agir, sans plus tarder, en ce sens (voir ci-dessus).

La lutte des Massey alimente questions, débats, réflexions dans le mouvement ouvrier local. En ce qui concerne la CFDT, Patrick Rateau, secrétaire de la section de Massey, Gaby Meganck, responsable de l'union Nord-métaux, Charles-Henri Terenois, secrétaire de l'union locale, et Vladimir Nieddu, du bureau de l'union locale de Lille, ont bien voulu faire le point avec nous. L'entretien se déroulait au restaurant du comité d'entreprise où 200 grévistes revenaient d'une opération de péage gratuit sur l'autoroute du Nord.

● **Quel est l'enjeu de la lutte des Massey ?**

Gaby Meganck — Il est important dans une région où, depuis 1975, la métallurgie a perdu 70 000 emplois. Ne pas poursuivre la lutte pour l'emploi c'est accepter le déclin industriel. Cet enjeu est national. Massey-Ferguson, comme Talbot, montre tout ce qu'il ne fallait pas faire en matière de restructurations. Dans le machinisme agricole,

l'outil industriel est d'abord démantelé. Il faut ensuite le restructurer. Mais les travailleurs et leurs organisations syndicales sont ceux qui ont le plus à dire sur ce qu'il doit être demain.

Vladimir Nieddu — La lutte est importante, elle permet d'illustrer la bataille pour la réduction du temps de travail et contre l'augmentation des cotisations sociales. Les chômeurs supplémentaires, nous les payons. Même les secteurs qui ne sont pas directement concernés doivent le comprendre.

● **L'intersyndicale a envoyé une lettre aux unions départementales et aux partis de gauche. Vous demandez une solidarité active. Pourquoi avez-vous été obligés de faire cela ?**

Patrick Rateau — Nous ne faisons pas de reproche à l'union locale CFDT, ni à la fédé métaux. L'union locale CFDT a envoyé plusieurs lettres à l'union locale CGT pour organiser ensemble la solidarité. Mais cette dernière n'a pas répondu. Cela pose problème aux camarades de la section CGT de Massey. Depuis le début de la lutte nous n'avons vu aucun député du PCF ou du PS. Nous n'avons vu aucun maire de gauche, avec leurs écharpes, manifester avec nous. Nous n'avons reçu aucun chèque de solidarité du PCF ou du PS. La lettre que nous avons envoyée n'est pas une initiative de fin de parcours.

Charles-Henri Terenois — La lutte des Massey est exemplaire. L'unité d'action se fait au travers des luttes, à la base. Et par rapport au gouvernement, si quelque chose bouge, c'est par la mobilisation des travailleurs contre la pression du patronat.



Patrick Rateau — Malgré la pommade que nous passons à la CFDT, il y a des choses à dire. Des initiatives prises dans la CFDT n'ont pas été suivies par des militants. Une sensibilisation minimum manque sur la question de l'emploi. Il y a une réalité aussi. Les gens croient qu'avoir mis un bulletin de vote dans une urne en 1981 suffit pour

« Une erreur qui se reproduit n'est plus une erreur, c'est une politique »

gagner. Nous, nous disons non. Il faut continuer à se battre contre tout ce qui fait mal aux travailleurs, même si cela vient d'un gouvernement de gauche.

Vladimir Nieddu — L'issue du conflit est suspendue à l'unité syndicale. Si nous réussissons à débloquer la situation, c'est-à-dire à faire une initiative locale de solidarité, nous pourrions créer un rapport de forces autour de Massey. Sinon nous serons réduits à des initiatives ridicules, prises par les syndicats, chacun de leur côté. Les travailleurs savent que, dans la division, ces initiatives ne servent pas à grand-chose.

● **Quelle analyse faites-vous de l'attitude du gouvernement ?**

Patrick Rateau — Depuis février 1982, on se bagarre. Les seules informations sont les bruits de couloirs officiels et les documents piqués lors de l'occupation de la boîte. En mars 1983, une convention avait été signée entre le gouverne-

ment et la direction de Massey-Ferguson, prévoyant 1 100 suppressions d'emplois et 10 milliards de subventions. L'argent des travailleurs. Aucune organisation syndicale ne fut informée. Nous ne l'appriâmes officiellement que dix mois après. Nous pesons bien nos mots : le gouvernement a trahi les travailleurs de Massey-Ferguson, et com-

● **Pour vous, il n'y a pas de sureffectif à Massey ?**

Gaby Meganck — Je ne dis pas qu'il n'y a pas sureffectif. Si on conserve la fonderie, il faut la moderniser. Si on modernise, il y aura augmentation de la productivité. Peut-être pas avec le même effectif, mais on aura maintenu l'outil industriel. Les choses évoluent. Dire non aux licenciements ne veut pas dire qu'une entreprise qui a deux mille ouvriers début 1983, en aura deux mille début 1984.

Patrick Rateau — Aujourd'hui nous ne sommes pas assez nombreux pour le tonnage de production envisagé. Il faudrait embaucher pour faire 40 000 tonnes. En tant que syndicalistes, il faut bannir de notre bouche le mot sureffectif. S'il y a sureffectif c'est qu'il a trop d'heures travaillées. Dans ce cas, discutons de réduction du temps de travail. La possibi-

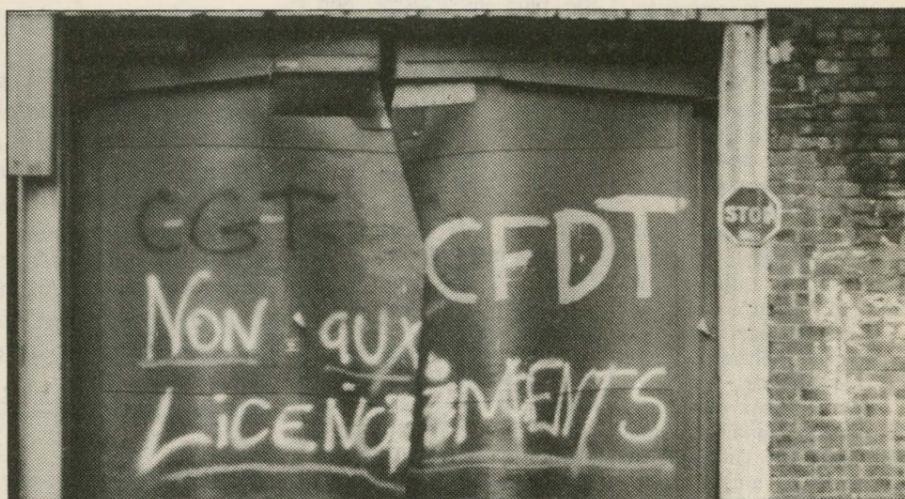
lité de faire travailler tout le monde existe toujours.

« coup de poing » sont différentes d'une occupation. L'objectif est de faire entendre, d'occuper un bâtiment par exemple. Nous ne pouvons pas en parler devant cinq cents travailleurs. En assemblée générale il peut y avoir des « informateurs », et les renseignements généraux nous collent au cul. C'est dans un but d'efficacité que l'on procède comme ça.

« L'unité d'action se fait au travers des luttes, à la base »

● **Pour préparer une nouvelle occupation que pouvez-vous faire pour qu'un maximum de travailleurs se mobilisent et participent effectivement ?**

Patrick Rateau — Il y a quelques jours nous avons fait une dizaine d'assemblées d'ateliers, pour toucher tout le monde. Les échéances approchent. Nous savons que la direction départementale du travail va accepter les 595 licenciements. Le compte de toutes les propositions de lutte que les gars ont proposées est fait. En assemblée générale les travailleurs



me le dit un travailleur « c'est plus dur d'être trompé par ses amis, que par ses ennemis ». La seule solidarité du gouvernement ce sont les CRS qu'il nous envoie régulièrement. Au gouvernement ils ont l'impression de sauver 3 000 emplois alors qu'ils en sacrifient 1 100.

Charles-Henri Terenois — C'est un exemple de l'attitude du gouvernement face à une multinationale. Il a traité avec un patronat international, sans concertation, et il a accepté un plan de licenciement aux conséquences nationales.

Gaby Meganck — Le gouvernement agit de

lité de faire travailler tout le monde existe toujours.

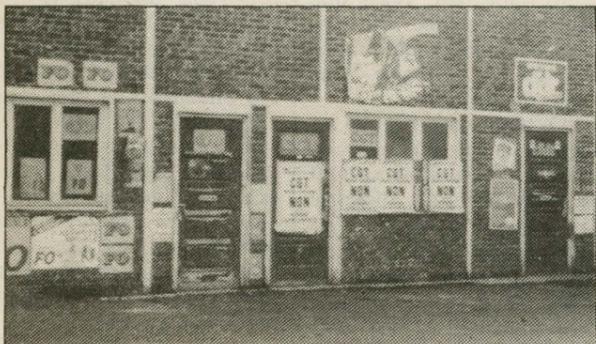
● **Quels sont les rapports au cours de la lutte entre l'intersyndicale et l'assemblée générale ? Comment associez-vous les travailleurs à l'action ?**

Patrick Rateau — La démocratie dans le conflit, c'est privilégier les gens qui luttent. Pendant les trois occupations, il y avait des réunions de section, des intersyndicales et les assemblées générales. A l'intersyndicale on essayait de parvenir à un accord. Parfois nous avons fait voter l'assemblée générale sur des propositions différentes, présentées par les sections. Les opérations

ont décidé de continuer les grèves de deux heures et les opérations « coup de poing ». Mais si la mobilisation le permet, l'usine sera réoccupée.

Propos recueillis par Patrick Debrest et Dominique Verdoux

Vendredi 3 février, une délégation de la LCR a rencontré les grévistes et remis un chèque de 1 000 francs à l'intersyndicale. Solidarité financière et militante, nous avons voulu montrer que la section de Lille-Roubaix de la LCR ferait tout pour la victoire des Massey.



UNITE D'ACTION

Plus que jamais nécessaire

L'unité intersyndicale fait son chemin à la base, mais les dirigeants confédéraux ne comptent pas en faire une arme pour la mobilisation des travailleurs.

Il y a du nouveau dans l'unité intersyndicale. Les dernières déclarations de Krasucki, la réunion des fédérations CGT et CFDT de la métallurgie le montrent. De même, la journée fonction publique sur les salaires du 16 février arrive en écho avec des actions intersyndicales dans les banques, la RATP et d'autres secteurs.

La caractéristique commune de ces journées est bien que chacun avance séparément dans l'unité... Le plus souvent pas de plate-forme commune, pas d'appel commun, mais tout le monde se retrouve néanmoins ensemble dans l'action. Exception notable, la métallurgie où les dirigeants n'ont pu que « constater qu'ils étaient d'accord pour dire qu'il n'y avait pas d'accord », comme le dit Grange de la FGM-CFDT.

Depuis déjà de nombreux mois, on pouvait constater que si l'ignorance réciproque restait la règle au sommet, on assistait souvent à des mouvements recevant un soutien intersyndical à la base.

Cela n'empêchait pas jusqu'à présent Maire, Krasucki et Bergeron d'assumer sereinement la division et de la justifier par des préoccupations et des axes revendicatifs divergents.

Les deux éléments qui viennent modifier la situation sont la question du pouvoir d'achat et celle des « restructurations » avec des dizaines de milliers de licenciements prévus.

Sur ces deux questions, la pression unitaire se fait plus forte car l'attaque est plus forte. Et, ainsi, la journée du 16 février dans la fonction publique est devenu unitaire — CGT, CFDT et FO — au fil des jours, aucun syndicat ne voulant se situer à l'écart, sur un problème ressenti vivement par tous les personnels. C'est donc l'unité minimum pour ne pas porter le chapeau de la division.

Oserons-nous simplement ajouter qu'en cela les directions confédérales comptent bien contrôler l'ensemble des mouvements qui risquent de se dérouler et d'éviter qu'ils ne sortent du cadre qu'elles jugeront bon de donner ?

L'autre élément nouveau est l'attitude de la CGT. La direction de la Porte de Montreuil se rend compte de la montée du mécontentement. Là aussi, l'ombre de Talbot pèse

lourd dans les décisions de la CGT. Elle ne veut pas que se renouvelle ailleurs la coupure avec la base qu'elle a connue à Poissy. Son souci n'est pas tant de créer une dynamique unitaire réelle, de proposer vraiment l'unité à tous, que de vouloir se donner l'image du syndicat qui se porte partout à la tête du mécontentement... Lorsque celui-ci apparaît. Autrement dit, pas question de proposer des réunions nationales intersyndicales pour une riposte commune face aux licenciements ou à la baisse du pouvoir d'achat.

Par contre, il faut s'attendre à ce que la CGT soit présente chaque fois qu'une action initiée par d'autres prendra une dimension importante. En un mot, la CGT ne veut laisser à nul autre, ni à la CFDT ni à FO, de place qui les feraient apparaître comme la plus combative, que ce soit sur les salaires ou les licenciements. Pas question de répéter Talbot.

La direction CFDT est, elle, plus embarrassée. Son souci essentiel est d'apparaître comme interlocuteur vis-à-vis du gouvernement en se montrant incontournable, mais aussi d'avancer ses propres solutions. L'issue de la rencontre avec la FTM-CGT en est un bon exemple.

Sans nul doute, la FTM-CGT était peu tentée par une action nationale dans toute la métallurgie qui aurait stimulé la mobilisation. Mais la CFDT tenait, elle, à maintenir les notions de sureffectifs, à tenir compte du cadre avancé par le gouvernement en ce qui concerne la compétitivité des entreprises. Une façon comme une autre de ranger au placard le « zéro licenciement ».

Pourtant, là plus que partout ailleurs, la pression unitaire va se manifester dans les semaines qui viennent. Alors, oui, plus que jamais, la situation exige et rend possible les batailles pour l'unité intersyndicale. Mais partout, il faudra que cette unité se transforme en véritable unité des travailleurs pour l'organisation démocratique des mouvements, la mise en avant des revendications avancées par les salariés eux-mêmes... L'unité intersyndicale est aujourd'hui un jeu d'ombre, pour les travailleurs, elle est un combat indispensable pour agir.

Laurent Carasso



FONCTIONNAIRES

Ensemble c'est possible, ici et maintenant!

Les directions de FO, de la CGT et de la CFDT préparent la mobilisation du 16 février, mais elles comptent bien y arriver en ordre dispersé. L'unité pour préserver le pouvoir d'achat des fonctionnaires est d'autant plus nécessaire que les négociations salariales dans la fonction publique donnent souvent l'exemple pour les autres secteurs.

Le 14 février se tient une réunion des fédérations de fonctionnaires et du ministère Le Pors, sur les salaires. Cette négociation concerne 4,5 millions de fonctionnaires et agents des collectivités locales, et 2,5 millions de retraités et d'anciens combattants.

Les rémunérations principales des fonctionnaires représentent un cinquième du budget de l'Etat qui était en 1983 de 1 080,6 milliards. Il convient d'ajouter 100 milliards alloués aux pensions civiles, militaires et des anciens combattants.

Mais le caractère explosif de la négociation n'est pas la masse financière. Elle tient en un mot. Le calcul instauré par Delors et le gouvernement, innovant une méthode en masse salariale annuelle avec effet report, indique que l'ac-

croissement de la masse des rémunérations est de 6,17 % pour l'année 1984. Comme le plan de ralentissement de l'inflation décrété par le gouvernement prévoit une hausse des prix de 6,1 %, les agents de l'Etat ne devraient donc pas percevoir d'augmentations de rémunération en niveau en 1984.

Pas mal non ? Il s'agit de casser l'indexation des salaires sur la hausse des prix, d'intégrer le « glissement-vieillesse technique » dans le maintien du pouvoir d'achat, de mettre en place le calcul tordu en masse qui vise à exclure le calcul en niveau mensuel. Résultat, rien pour les fonctionnaires cette année !

De plus, l'accumulation des prélèvements sociaux (Sécu, chômage, solidarité) a entraîné, outre l'inflation

générale, une perte supplémentaire du pouvoir d'achat. Si bien que, pour les deux années écoulées, selon l'indice INSEE 1982-1983 (19 %), la perte pour un salaire moyen (à l'indice 328) est de 4 426,75 F, selon la CGT. Un bas salaire aurait perdu 1 859,50 F et un haut salaire 13 331,78 F selon les mêmes sources. Le salaire minimum brut au 1^{er} janvier 1984 est de 4 317,25 F.

D'où l'émoi des fonctionnaires, pour qui il ne s'agit pas de réclamer seulement une prime forfaitaire pour solde de tout compte 1982-1983. Il leur faut réclamer le rattrapage intégral des pertes des deux années précédentes et le maintien de l'indexation des traitements sur les prix. Ce qui revient à s'opposer au truc filandreuse du calcul en masse annuelle, au truc de l'effet report qui signent l'arrêt de mort de l'indexation. Cette base, quels que soient les calculs, peut rassembler le plus grand nombre de fonctionnaires possible dans l'action.

Ce serait sans compter les directions des fédérations de fonctionnaires. Elles en sont au point d'appeler toutes le 16 février à l'action de grève, à la manifestation, mais chacune dans son coin. Assez fort : FO organise une montée sur Paris, les fédérations de fonction-

naires CGT appellent le 16 à une manifestation régionale, et l'union des fédérations CFDT, le 16 toujours, se propose d'organiser son cortège. Le Pors, Delors et l'effet report en rien encore...

Un syndicaliste, un fonctionnaire sérieux savent l'impact sur les autres secteurs professionnels des négociations salariales de la fonction publique qui donnent souvent le la. Et ceux-ci refusent le 16 février de jouer aux quatre coins avec CFDT, CGT et FO. Sur des revendications simples, maintien de l'indexation et rattrapage intégral des pertes 1982-1983, l'unité est possible, pour faire céder Le Pors et le gouvernement. Aucun préalable n'est acceptable qui repose sur des revendications formulées différemment, ou même une appréciation des calculs tordus du gouvernement.

L'unité est possible pour construire un mouvement de masse des fonctionnaires qui peut gagner. Cela suppose que s'élèvent les voix des unitaires à la base, qui ensemble CGT-CFDT-FO, sans préalable sur les revendications, exigent des directions fédérales qu'elles fassent l'unité le 16 février (et après) pour faire reculer le gouvernement, donc pour faire avancer le traitement des fonctionnaires.

Jean Lantier



APPEL

Rassembler les forces contre l'austérité

Chômage et licenciements : deux mots qui, traduits dans toutes les langues européennes, constituent l'obsession des jeunes et des travailleurs.

La nouvelle religion que prêche le patronat, c'est celle des sacrifices, de la résignation face à cette fatalité que seraient la crise et la modernisation des usines.

Licenciements à Talbot, dans les Charbonnages, les chantiers navals, la sidérurgie, le textile... Le patronat ne pense qu'à « dégraisser les effectifs », robotiser, augmenter la productivité. Pour défendre ses profits capitalistes, le CNPF met à exécution un véritable plan de bataille contre les acquis sociaux (UNEDIC, Sécu...), contre le pouvoir d'achat, l'emploi et les droits syndicaux des travailleurs.

« Sortir de la crise », pour le patronat, cela veut dire affronter les forces vives du mouvement ouvrier, détruire les acquis sociaux les plus importants. Et développer le racisme contre les travailleurs immigrés ! Partout dans l'Europe capitaliste et en France, les immigrés, Turc d'Allemagne, Italien de Suisse, Pakistanais d'Angleterre ou Maghrébin de France, sont désignés du doigt comme des boucs émissaires.

Le vote du 10 mai est foulé aux pieds

Si, en mai et juin 1981, on a chassé Giscard, Barre et Chirac, si Mitterrand a été élu et une majorité donnée au PS et au PCF, c'était pour en finir avec l'austérité et le chômage.

C'était pour que soit menée une politique qui repousse les injonctions du

CNPF et les exigences de la droite. Une politique qui satisfasse les principales revendications des travailleurs.

Comment s'étonner que les travailleurs se montrent déçus quand ils voient la gauche, qu'ils ont portée au pouvoir, mener la même politique que la droite ?

Et, en effet, on voit, au fil des élections, la majorité perdre des voix, les abstentions se multiplier et la droite relever la tête.

Au point que Giscard ose revenir sur la scène, que Chirac pavoise et annonce le succès pour les européennes avant celui de 1986. Sans oublier Le Pen qui, sans retenue, donne libre cours à sa campagne raciste !

La parole aux travailleurs

Dans les syndicats, la situation n'est pas plus brillante : développement de l'abstention dans les élections professionnelles et désyndicalisation sont le lot commun. Autant de signes inquiétants d'un affaiblissement du mouvement syndical dont les directions confédérales sont responsables. C'est le prix d'une politique qui fait passer le soutien au gouvernement avant la défense des revendications !

Ils sont de plus en plus nombreux les travailleurs qui refusent une telle politique d'austérité et de chômage.

Les manifestations laïques, la marche contre le racisme, la lutte exemplaire des travailleurs de Talbot, les mobilisations des mineurs et des ouvriers des chantiers navals... Autant de rappels, face au gouvernement, de ce que sont les revendications !

Autant d'avertissements donnés à la majorité PS-PCF qu'elle n'a pas été élue pour faire la politique des patrons mais pour gouverner contre eux !

Non, l'austérité n'est pas inévitable ! Une autre politique est possible ! A condition de rompre avec le capitalisme, seul responsable de la crise !

Il faut que toutes celles et tous ceux qui luttent quotidiennement dans les entreprises et les quartiers se réunissent et débattent. Il nous faut discuter, ensemble, du bilan des luttes, des conditions nécessaires au succès de nos revendications, de ce que devrait être une politique véritablement au service des travailleurs.

Pour un grand rassemblement national à Paris

La LCR s'adresse à toutes et tous. Militants syndicalistes, militants du PS, du PCF, du PSU, des organisations d'extrême gauche, travailleurs inorganisés.

Organisations, groupes ou courants politiques qui refusent à la fois l'Europe des capitalistes, l'actuelle politique gouvernementale et la perspective du retour de la droite.

Organisons, ensemble, au niveau régional et au niveau national, des rassemblements contre l'austérité !

Nous sommes des dizaines et des dizaines de milliers à exiger une autre politique, le moment est venu de le dire.

Bureau politique de la LCR

La campagne pour la préparation des rassemblements contre l'austérité a commencé dans plusieurs dizaines de villes. En premier lieu, les militants de la LCR diffusent massivement le plan d'urgence (plus de 5 200 exemplaires vendus à ce jour) et organisent des débats avec les travailleurs.

C'est le cas par exemple dans la fonction publique et aux PTT de Rennes, dans la métallurgie à Beauvais, à la Thomson de Gennevilliers, à la SNCF, dans les PTT et la métallurgie à Caen.

A Tours, une conférence ouvrière locale est prévue pour le 17 mars. Des meetings publics sont déjà convoqués à La Seyne le 16 février, à Nîmes le 8 mars, à Rennes le 20 mars, à Malakoff le 22 mars.

En même temps, des contacts sont pris pour organiser de façon unitaire des rassemblements régionaux contre l'austérité. En Lorraine, circule un appel signé par des syndicalistes CGT, d'anciens militants du PC, des syndicalistes CFDT et des militants de la gauche autogestionnaire. Le rassemblement régional est prévu pour le 17 mars à Nancy. A Caen, où la LCR a tenu une conférence de presse largement couverte par la presse locale et FR3, une réunion unitaire est convoquée pour le 21 février.

Il ne s'agit là que des premières informations mais qui témoignent toutes de la volonté de nombreux travailleurs de discuter, de débattre et d'agir.

Rouge se fera régulièrement l'écho de toutes les initiatives prises. Amis et camarades, à vos plumes...

RENAULT-LE MANS
Unité d'action
CGT-CFDT

Poids lourds et tracteurs sont les premiers visés dans le groupe Renault. Trois mille suppressions d'emplois sont prévues à RVI-Vénissieux et cinq cents environ — la direction jongle avec les chiffres — à Renault-Le Mans.

Il est vraisemblable d'ailleurs que des pressions gouvernementales ont fait mettre les projets sous le voile à la Régie. Le chiffre de dix mille licenciements au total dans le groupe reste toujours envisagé, selon « des sources dignes de confiance ».

Au Mans, la première riposte a été réussie. Les travailleurs de l'usine n'étaient pas « sortis en ville » depuis octobre 1980. Mardi 31 janvier, ils débrayaient à 70 % pendant quatre heures à l'appel de la CGT et de la CFDT. Une manifestation de mille grévistes, tracteurs en tête, se rendait à la préfecture, dix kilomètres de marche aller et retour, sous quelques flocons de neige.

« Le café c'est grillé, le tracteur c'est meilleur. » « Mauroy, Hanon [P-DG de Renault, NDLR], vous n'avez pas raison. » L'humour et la politique se côtoyaient parmi les slogans. L'unité syndicale réalisée n'est pas pour rien dans le succès de cette première mobilisation. Le refus des suppressions d'emplois, la responsabilité partagée du patronat et du gouvernement, l'appel à l'action étaient à la base de l'accord CGT-CFDT. Il a été massivement ratifié par les travailleurs en grève.

La direction a repoussé de deux mois sa prise de position sur la construction des tracteurs au Mans. Un répit. Une concertation est prévue entre les patrons et les organisations syndicales. Mais toute la clarté doit être faite, sans attendre, sur les intentions patronales : trois cents licenciements, cinq cents, encore plus ?

Pour le moment, rien n'est clair. Tout doit être fait pour renforcer l'unité d'action, préparer les prochaines initiatives. Ni licenciements ni suppressions d'emplois à Renault-Le Mans ! Les crédits publics ne sont pas faits pour démanteler le machinisme agricole. Ce doit être une évidence au Mans, comme à Marquette-lez-Lille, chez Massey-Ferguson (voir page 7).

BUS MONTPELLIER
Grève de la faim

Huit des dix militants syndicaux licenciés par Frèche, député-maire PS, après la grève de la société des transports urbains

dont il est président, ont entamé une grève de la faim (Rouge du 20 janvier). Fiterman, ministre des Transports, refuse les licenciements des trois délégués du personnel. Toutes les organisations du mouvement ouvrier soutiennent les licenciés. La commission entreprise du PS Hérault désavoue Frèche. Elle « ne saurait accepter des licenciements pour fait de grève ». Il faut moucher Frèche, obtenir la réintégration immédiate des licenciés !

BANQUES
Après la grève unitaire du 3 février

Grève nationale des banques, Caisses d'épargne, établissements semi-publics, vendredi 3 février, à l'appel de la CGT, FO et du SNB (CGC), ensemble, et de la CFDT qui appelait séparément. La participation était importante, 60 % selon les syndicats. La manifestation à Paris a rassemblé trois mille personnes, du siège de l'AFB (organisation patronale) au ministère des Finances, protégé par les CRS. Les cortèges séparés de chaque fédération étaient peu combattifs. Une banderole unitaire CGT-FO-SNB revendiquait « le maintien du pouvoir d'achat pour tous ». La CFDT majoritaire dans la profession réclamait « des augmentations égales pour tous ». Arrivés devant le ministère des Finances, la dispersion fut rapide, sous les effets combinés de la pluie et des discours rituels des porte-parole syndicaux. Ceux-ci n'apportaient aucune perspective pour la poursuite du mouvement !

Il y a pourtant urgence ! Le mécontentement est fort. La participation à la grève le démontre, dans une profession où beaucoup de salariés sont éparpillés dans des petites agences. C'est un acquis important qui est remis en cause : l'indexation des salaires. Les patrons proposent 1 % d'augmentation en juillet, et 2 % en janvier 1985 (sic !); les travailleurs ont déjà perdu 4 % de leur pouvoir d'achat en 1983. Derrière ces propositions dérisoires, le cynisme patronal s'allie avec les consignes gouvernementales sur la politique salariale.

Une seule journée d'action ne suffira pas à mettre ces attaques en pièces. Les divergences entre organisations syndicales ne doivent pas empêcher la poursuite de l'action. Les travailleurs sont capables de trancher sur les revendications et les moyens de se battre qu'ils estiment les plus corrects. Les syndicats doivent organiser maintenant des assemblées générales unitaires. C'est la meilleure façon de préparer une lutte massive et unitaire pour faire céder les banquiers et le gouvernement.



CITROEN AULNAY LEVALLOIS

Maintenant, la lutte

Sous prétexte de « difficultés financières », le trust PSA prépare une nouvelle coupe claire dans l'automobile région parisienne, les travailleurs immigrés sont toujours la première cible.

Après Talbot, c'est le tour de Citroën. Calvet, l'exécutif des licenciements du trust PSA, affûte ses plans, en douce. Le premier chiffre annoncé devrait avoisiner quatre mille cinq cents. Premiers visés, les travailleurs immigrés de Citroën-Aulnay et Levallois.

Réduire les effectifs ou disparaître d'ici trois ans, serait la seule alternative. Calvet annonce deux milliards de pertes pour 1982. Comme toujours, les « difficultés financières » ont bon dos. Citons quelques chiffres au hasard... Les actions en bourse de PSA sont en hausse de 50 %. Le groupe a réalisé 3 milliards 139 millions de profits en trois ans. La famille Peugeot a empoché 567 millions de francs depuis 1977. En 1981, le « conseil de surveillance » de PSA s'est attribué la somme de 96 milliards de francs. Les deux salaires les plus élevés des dirigeants du groupe, additionnés, atteignent la somme rondelette d'un milliard deux cents millions... Et PSA justifie les plans de restructuration par les « difficultés financières » !

« Nous sommes frappés par le chômage technique, explique Akka Ghazi, responsable de la CGT-Citroën-Aulnay dans Libération du 6 février, mais il s'agit de chômage politique. [La direction] veut montrer à l'opinion publique et aux

pouvoirs publics qu'il y a sur-effectif à Aulnay, et donc qu'il faut licencier. »

Face à l'attaque, les propositions du leader de la CGT sont pour le moins inquiétantes. « Si Jacques Calvet veut négocier des suppressions d'emplois, poursuit-il, c'est avec les travailleurs et avec moi. Quant aux licenciements, c'est non. » Licenciements, suppressions d'emplois, la nuance ne trompe

plus guère. Surtout après Talbot, où Akka Ghazi estime que les travailleurs « étaient mal informés, tant de la part de la CFDT que de la part de la CGT ». Ils ont pourtant fait très rapidement la différence sur place. Et la lutte de Talbot n'a pas été sans conséquence à Aulnay, comme à Levallois. Elle a animé les discussions parmi les travailleurs et au sein de la CGT. Elle a éveillé un regain d'intérêt pour les syndicats CFDT des deux usines, très minoritaires.

L'empire Peugeot n'a jamais digéré les grèves du printemps 1982 où les travailleurs mirent bas le système policier maison pour s'organiser dans leurs syndicats, dans la CGT en tout

premier lieu. A Citroën, la restructuration frappe encore les travailleurs immigrés en premier. Et Calvet trouvera jusqu'au gouvernement des oreilles attentives.

« La lutte commence maintenant, explique la feuille Citroën-Levallois de la LCR du 7 février. Lundi 13, le CCE va se réunir pour discuter de l'emploi. Nos syndicats CGT-CFDT doivent s'unir pour appeler à débrayer ce jour-là. Zéro licenciement, non aux suppressions d'emplois... Et nous irons secouer le gouvernement aussi fort qu'il le faudra, proposent les militants de la LCR, pour qu'il ne donne pas raison à PSA contre nous. »

M. M.

JEUMONT-SCHNEIDER

10% de l'effectif menacé de licenciement

Près de 10 % de l'effectif de Jeumont-Schneider menacé de licenciement !

« Méthode Talbot », dénonce la CFDT, qui donne le détail des projets de la direction : 270 à Champagne (Seine-et-Marne), 300 à Jeumont-Nord (Nord), 50 à Arnage (Sarthe). A ces 900 dans le groupe s'ajoutent ceux dans les filiales : 293 à Brissoneau et Lotz (Nantes), 322 à la câblerie Thomson-Jeumont à Jeumont-Nord. Dans ces derniers cas c'est entre un tiers et la moitié des effectifs qui disparaissent ;

dans les précédents, environ 10 %...

Le P-DG, dans ses vœux du nouvel an, datés du 29 décembre, n'avait pas caché ses intentions : « Il ne faut pas tergiverser, écrivait-il, mais prendre très rapidement les décisions qui s'imposent afin de pouvoir concentrer les moyens et les efforts sur les secteurs où les sociétés ont des atouts (...). Il n'est donc pas douteux, affirmait-il pour l'ensemble Creusot-Loire, que 1984 va être une année d'efforts et de sacrifices. Les restructurations

indispensables devront s'accompagner de suppressions d'emplois et même de licenciements. » La direction précisait qu'elle « ferait, bien entendu, tout ce qui est possible pour limiter les conséquences sociales et humaines de ces mesures ».

La CFDT, qui propose l'unité à la CGT, oppose des revendications claires et nettes aux exigences patronales : « non au secret, non aux licenciements, zéro licenciement, réduction du temps de travail à 35 heures sans perte de salaire ».

6 FEVRIER-12 FEVRIER 1934

De l'émeute fasciste à la riposte ouvrière

La France bascule-t-elle vers le fascisme après l'émeute d'extrême droite du 6 février 1934 ? La grande bourgeoisie se sert des ligues fascistes pour mettre en place un gouvernement Doumergue, des plus réactionnaires. C'était sans compter avec la riposte des travailleurs qui imposent l'unité à leurs organisations. La journée du 12 février marque le début de la remontée de la classe ouvrière.

Le 6 février 1934, les ligues d'extrême droite, Action française, Croix de feu, Jeunesses patriotes, Solidarité française attaquent le Palais-Bourbon, siège et symbole des institutions parlementaires. Aux cris de « A bas les voleurs ! » et « Vive Chiappe » (1), des milliers de Parisiens affrontent la police. Les combats durent toute la nuit place de la Concorde. Aux billes d'acier et rasoirs fixés en bout de cannes des manifestants répond la fusillade de la police. On relève de nombreux morts et un millier de blessés.

« La République continue », titre le *Quotidien* au lendemain de l'émeute. Pourtant Daladier, confirmé le 6 par la Chambre, démissionne. Homme de la droite classique, Gaston Doumergue constitue un gouvernement « d'union nationale », né sous la pression du coup de force.

Au lendemain de la victoire de Hitler en Allemagne, les fascistes français ont donc réussi à entraîner une partie de la petite bourgeoisie ruinée par la crise économique et retournée contre les institutions parlementaires à la suite de scandales financiers qui ont éclaboussé des ministres radicaux (2).

Certes, les fascistes n'ont pas gagné à

eux le gros des masses petites-bourgeoises comme en Allemagne, et le grand capital n'envisage nullement de les porter au pouvoir. Il s'en sert comme contrepoids et arme pointée vers le mouvement ouvrier. Mais le résultat immédiat du 6 février est l'érection d'un gouvernement réactionnaire qui échappe au contrôle parlementaire et s'appuie directement sur l'appareil d'Etat. Les ligues fascistes ne pourraient que s'enhardir à l'ombre de ce gouvernement de combat contre la classe ouvrière.

Le 6 février déchire l'image d'un parlementarisme français îlot de stabilité démocratique dans une Europe en proie au fascisme. En fait, la démocratie parlementaire est agonisante, même si ses formes subsistent.

Les organisations ouvrières sont d'abord impuissantes face aux événements. Le PS, qui soutenait le radical Daladier sans participer au gouvernement, appelle à une « mobilisation du parti », purement passive. Le PC ne démonte pas d'une ligne de division criminelle qui, en Allemagne, a permis la victoire de Hitler sans combat. Quand les fédérations socialistes de la Seine et de la

Seine-et-Oise, où le courant unitaire est fort vif, pressent le PC d'en venir à l'unité d'action, l'*Humanité* du 8 février répond : « Comment réaliser l'unité d'action avec ceux qui (...) abandonnent le terrain de classe pour collaborer à la défense du régime capitaliste et préparent, en France comme en Allemagne, le lit du fascisme ? »

La manifestation du 9 février, appelée par le PC, mêle à son mot d'ordre « des soviets partout » Des slogans antifascistes et antisocialistes. Tout le quartier de la République est mis en état de siège. Des barricades sont dressées par les ouvriers communistes, auxquels se sont joints, signe des temps, certains de leurs camarades socialistes. Six travailleurs sont tués par la police. « Les manifestants », écrit le *Populaire* du 10, « firent preuve durant toute la soirée d'un courage et d'une énergie admirables. »

La CGT avait appelé dès le 7 février à la grève avec manifestations le 12. Conçue par Jouhaux, Blum et des ministres radicaux, cette grève avait initialement pour but de faire contrepoids aux fascistes à un moment où le ministre Daladier n'était pas encore démissionnaire. Quelques jours plus tard, elle va permettre une première et éclatante manifestation de masse.

Poussés par une formidable volonté unitaire des travailleurs, le PC et la CGTU décident de participer au 12. Le succès de la grève est immense à travers tout le pays. Un seul exemple : la préfecture de police reconnaît 30 000 grévistes sur 31 000 employés aux PTT ! Mais l'histoire retient surtout la manifestation à la Nation qui voit se rejoindre puis se fondre les cortèges socialistes et communistes au cri de « Unité, unité ! ». Témoin direct, Daniel Guérin raconte : « Quant à chacun de nous, fêtus de paille au milieu de cet océan, la confiance nous gonfle la poitrine. Enfin, pour la première fois, nous sommes ensemble. Ce dont le mouvement ouvrier allemand s'est révélé incapable, jusqu'à la dernière minute, contre Hitler, nous venons de le faire, nous (3) ».

En ces journées décisives, les militants trotskystes, bien que fort peu nombreux, déploient une activité intense en faveur du front unique. *La Vérité* paraît un jour sur deux pendant deux semaines. Avant le 12, la Ligue communiste diffuse à 50 000 exemplaires un tract qui appelle à « constituer dans chaque arrondissement, dans chaque commune, des comités d'alliance ouvrière, rassemblant toutes les organisations ouvrières, élargissant la défense ouvrière par les milices ouvrières, pour (...) face au Parlement bourgeois, créer le Parlement ouvrier. »

L'historien Jean Rabaut note que les trotskystes « parviennent à trouver audience chez de nombreux socialistes de gauche et de militants des jeunesses dont les formations sont en évolution rapide (4). »

Si le front commun PS-PC se réalise enfin (le pacte d'unité d'action n'est signé que le 27 juillet), il tourne le dos à la perspective révolutionnaire et aux méthodes d'action antifascistes défendues par nos camarades (5). Très vite le pacte d'unité s'ouvre au parti radical. La marche vers le Front populaire est ouverte. Mais c'est une autre histoire.

Michel Thomas

1. Préfet de police d'extrême droite.
2. L'affaire Stavisky est la plus célèbre. Les radicaux constituaient à l'époque le grand parti bourgeois, à base électorale petite-bourgeoise.
3. Daniel Guérin, dans *Front populaire, révolution manquée*. Consulter également : le précieux petit livre de Danos et Gibelin, *Jun 36. Ou va la France*, de Léon Trotsky. Le numéro spécial de *Critique communiste*, *Chronique de juin 36*, été 1982.
4. Dans *Tout est possible, les gauchistes du Front populaire*.
5. « La lutte contre le fascisme est, dans son essence, une lutte politique, qui a pourtant besoin d'une milice comme la grève a besoin du piquet » écrit Léon Trotsky en 1934. Publié dans *Où va la France ?*

Aspect méconnu de l'oppression impérialiste

« Femmes du tiers monde » de J. Bisillat et M. Fieloux, aux éditions du Sycomore, 39 francs

Le livre de J. Bisillat et M. Fieloux, *Femmes du tiers monde*, présente un grand intérêt pour tous ceux qui veulent en savoir plus sur la situation des femmes dans les pays dominés ainsi que sur la réalité concrète de la domination impérialiste en Amérique latine, en Afrique et en Asie.

Après avoir rappelé la place déterminante de l'agriculture dans l'économie de ces pays et la division sexuelle des tâches existante, source des premières inégalités, l'ouvrage montre clairement que la disette alimentaire n'y est pas indépendante du recul du travail spécifique des femmes dans le secteur vivrier. Si ce sont les femmes qui effectuent la plus grande part du travail dépensé dans les villages, l'essentiel des revenus leur échappe, les systèmes coopératifs sont strictement sous le contrôle des hommes et elles sont exclues des décisions sur les politiques agricoles.

L'autre volet, c'est l'industrialisation. L'exode rural est parfois plus important pour les filles que pour les garçons. Les auteurs affirment qu'il « existe donc un lien structurel, et non pas conjoncturel, entre le développement des industries à forte intensité de main-d'œuvre durant les années soixante et la participation massive au travail des femmes jeunes ». Peu rémunéré, peu protégé, le travail féminin a fait les beaux jours des « miracles industriels » du tiers monde, des « zones franches » et des esclavagistes des ateliers de sous-traitance.

Un bon livre, qui permet d'entrevoir ce que pourrait être la base d'une contestation de masse : la défense des revendications féminines en rapport avec l'utilisation spécifique de leur travail dans ces économies dominées.

C. Gabriel

Anatomie d'un groupe social

« Les Cadres » de G. Groux, aux éditions la Découverte Maspero, dans la collection Repères, 29 francs

Les cadres : G. Groux connaît la question, il y consacre le plus clair de son temps au laboratoire de sociologie du travail du Conservatoire national des Arts et métiers. Avec l'ouvrage paru aux éditions la Découverte-Maspero, il nous livre avec des mots simples l'état des débats sur la question. La plupart des approches présentées ne sont pas les mêmes que les nôtres et c'est justement pour cela qu'elles sont riches d'enseignements.

Les conditions de travail des cadres subissent aujourd'hui de profondes transformations. L'intérêt de cet ouvrage est à la fois de resituer le groupe cadres dans les classes sociales en délimitant ses contours et son comportement politique, mais aussi d'observer très concrètement ce qu'est aujourd'hui un cadre au travail. On comprend mieux, dès lors, pourquoi le syndicalisme autonome des cadres semble disposer de peu d'avenir en France.

Décidément, il faut découvrir cette collection déjà riche d'une quinzaine de titres, de *l'Economie des armes* au *Nucléaire*, en passant par *la Bourse*, *l'Indice des prix* et *les Energies nouvelles*.

A. Dupanloup

librairie diffusion

LA BRECHE



9, rue Tunis,
75011 PARIS
Tél: 367 63 57

LA BRECHE



LE 23 FEVRIER A LANDAU

Rassemblement 21 février
M° Palais Royal Paris 18H

Il faut gagner contre le militarisme

Trainés devant le tribunal aux armées de Landau, parce qu'ils sont soupçonnés d'être à l'origine de la diffusion d'un bulletin de comité de soldats et parce qu'ils ont signé une pétition en faveur du retrait des troupes d'occupation des deux parties de l'Allemagne, Olivier Lecour Grandmaison et Laurent Fritz sont assurés d'un large soutien tant en France qu'à l'étranger

Le procès qui leur est fait et le verdict qui sera prononcé au soir du 23 février serviront de test. L'enjeu est en effet de taille : c'est la première fois depuis mai 1981 que des appelés sont inculpés pour de tels faits, qui plus est, devant la seule juridiction d'exception qui subsiste après la dissolution des tribunaux permanents des forces armées en métropole. Le risque d'un lourd verdict, ajoutant plusieurs mois de détention aux quarante-cinq jours qu'ils ont passés à la prison militaire de Landau, ne peut être écarté.

Ils devront compter avec notre solidarité !

L'exemple de la mobilisation qui a suivi leur arrestation le 10 octobre 1983 et qui a permis d'obtenir leur mise en liberté provisoire en quelques semaines, nous fournit aujourd'hui des raisons supplémentaires de nous battre. Oui, c'est possible de gagner. Oui, c'est possible d'obtenir par une mobilisation exceptionnelle qu'Olivier et Laurent soient acquittés ou tout au moins condamnés à une peine qui couvre strictement les quarante-cinq jours de détention préventive.

Au-delà, un verdict qui les enverrait à nouveau moisir dans les cellules de la sinistre prison militaire de Landau serait une défaite. Une défaite pour les soldats et pour tous ceux et toutes celles qui les soutiennent dans leur combat pour les droits démocratiques dans les casernes.

C'est pourquoi, le mouvement ouvrier et démocratique dans son ensemble, les différentes composantes du mouvement antiguerre en France et dans plusieurs pays européens sont au premier chef concernés. Sitôt connue la date du procès, une intense activité de solidarité s'est mise en place à l'initiative du collectif national de solidarité. Un nouvel appel de personnalités sera incessamment rendu public pour exiger l'acquiescement de nos deux camarades.

A Paris, un rassemblement de masse est en préparation pour le 21 février, date à laquelle une délégation du collectif a demandé à être reçue par le Garde des sceaux. Dans plusieurs villes de province des manifestations de rues seront organisées à la veille du procès. De partout les prises de position, les témoignages de solidarité commencent à être adressés au président du tribunal militaire de Landau et au ministre de la Justice.

Nous irons à Landau !

Le jour même du procès, lorsqu'Olivier et Laurent pénétreront dans le box des accusés, ils ne seront pas seuls. A leur côtés, une centaine de militants français en représentant des dizaines de milliers d'autres auront fait le voyage de Paris, de Strasbourg, de Nancy ou de Metz pour être présents à ce procès. D'Allemagne, où la mobilisation unitaire la plus large s'organise dans toute la région, viendront les rejoindre des centaines de militants pacifistes, adhérents des Verts, du SPD ou encore de telle ou telle « initiative » pacifiste. Un grand meeting unitaire international est envisagé à Landau même.

Et puis, les juges qui auront à décider du sort de nos camarades, devront le faire en toute connaissance de cause : ils devront entendre le témoignage de nombreuses personnalités venues de France et d'Allemagne principalement mais aussi éventuellement d'autres pays. Ainsi de Grande-Bretagne est envisagée la venue de Bruce Kent, secrétaire national du CND, l'organisation du mouvement pour la paix dans ce pays. de France, la Ligue des droits de l'homme, et de nombreuses organisations politiques, syndicales et démocratiques enverront un des leurs dire que ce procès est intolérable, qu'à leur yeux Olivier et Laurent ne peuvent être reconnus coupables d'aucun acte répréhensible et qu'ils doivent en conséquence être acquittés.

J.-L. M.

• Adressez vos prises de position, vos témoignages :
à Monsieur le Président du TMA de Landau, SP 69002.
à Monsieur le Garde des sceaux, 13, place Vendôme 75001 Paris.

• Envoyez un double :
c/° Mme Madeleine Millaud, 50, Bd Jean-Jaurès 92110 Clichy-la-Garenne.

• Pensez au soutien financier ! Les frais de campagne pour un tel procès sont exorbitants, mais c'est aussi un bon baromètre de la solidarité ! Chèque à l'ordre de François Castaing, compte bancaire n° 010603/37 (BNP).



RAPPORT SULLEROT

Redonner le goût du mariage

Le rapport d'E. Sullerot propose de remettre de l'ordre dans la situation matrimoniale des Françaises et des Français. Son optique : mettre les femmes au pas et faire des économies sur les dépenses sociales.

Evelyne Sullerot vient de présenter récemment un important rapport devant le Conseil économique et social sur « les conséquences du statut matrimonial au regard des systèmes juridique, fiscal et social ».

Les quelques éléments qui en sont présentés dans le *Monde* du 26 janvier 1984 doivent nous alerter quant à ses objectifs et les mesures qui risquent d'en découler.

Le rapport constate que « le chamboulement de la société civile française de ces dernières années » ne fait qu'augmenter. Le nombre des mariages continue de baisser : « De 1973 à 1983, on a compté 100 000 à 116 000 mariages de moins que ce que l'on pouvait escompter. » Non seulement il y a toujours plus de divorces, mais les divorcés se remarient de moins en moins. La proportion d'en-

fants naissant hors mariage accuse une hausse très remarquable : « 5,8 dans les années 60, 11,4 % en 1980, 14,2 % en 1982 ».

Ainsi, les lois qui ont été adoptées depuis les années 70 — assouplissement du divorce, remplacement de la notion de chef de famille par l'autorité parentale partagée également par le père et la mère, droits des enfants dits illégitimes — « n'ont pas attiré plus de gens vers le mariage » mais ont amené « des situations contradictoires et des effets discutables ».

Partant de ce constat, le rapport déplore le fait que « le mariage se trouve plus handicapé que favorisé ». Il craint « qu'à l'image de la femme victime du divorce, se substitue celle du divorce libération pour la femme ».

Faut-il rappeler que les lois en question ont été

adoptées alors que l'évolution du rapport à l'institution du mariage était largement entamée, que cette aspiration s'était exprimée massivement lors des événements de Mai 1968 et des coups qui étaient donnés alors à l'ordre moral bourgeois, et qu'elle est depuis portée par le mouvement des femmes ? Les lois n'ont fait que codifier un état de fait, un rapport de forces. Et ce que se propose de faire le rapport d'E. Sullerot, c'est tout simplement de restaurer cet ordre !

En somme il y aurait trop de liberté, et surtout trop de liberté pour les femmes ! Et cela cadre mal actuellement avec les projets de la bourgeoisie et avec la campagne nataliste du gouvernement de Mitterrand. On ne peut en effet essayer de renvoyer partiellement les femmes au foyer, les pousser à faire plus d'enfants et avoir, par exemple, un système fiscal où il est plus souvent avantageux d'être divorcée ou mère célibataire que mariée !

Outre une normalisation des rapports entre les hommes et les femmes et une volonté de revaloriser le mariage, une des préoccupations du rapport, et non des moindres sans doute en ces temps d'austérité, est de faire des écono-

mies sur la prise en charge sociale de ces questions.

Ainsi le *Monde* indique : « Le groupe d'étude se demande s'il est encore possible de continuer d'octroyer une part entière de quotient au premier enfant de célibataires et de divorcés. » Et encore dans le domaine de la protection sociale : « Il apparaît qu'un nombre croissant de personnes se mettent dans tel et tel cas réputés précaires pour toucher les aides réservées à cette situation. » Pire, le groupe d'étude propose ici de mettre en place « un système qui permettrait d'éclaircir la situation des individus et de recouper leurs différentes déclarations ». Ah ! Les joies de l'ordinateur ! Imaginez un peu ce que pourrait être comme moyen de contrôle social l'établissement d'un fichier central sur la situation privée et familiale de chaque individu !

L'esprit et les propositions de ce rapport sont dangereux. Après le projet de loi sur le congé parental rémunéré pour le troisième enfant (qui doit être débattu au Parlement au printemps) et la campagne idéologique sur la dénatalité, il apporte sa contribution à une orientation de mise au pas des femmes, de liquidation des avancées du féminisme.

Sonia Folloni

LIBAN

La Bérézina de Reagan et de Mitterrand

De nouveau, Bevrouth est à feu et à sang. Amine Gemayel n'est plus soutenu que par les milices chrétiennes fascistes. Le chef du gouvernement, Chafic Wazzan, a démissionné tandis que les leaders musulmans « modérés » cessaient d'apporter leur soutien au pouvoir. Des unités entières de l'armée — celles composées de chiïtes notamment — ont rallié l'opposition et les unités encore fidèles au régime ont été chassées de la plupart des positions qu'elles tenaient, dans la partie ouest de la capitale. Même le dirigeant chrétien modéré Raymond Eddé réclame la démission du chef de l'Etat : « Si la démission de M. Gemayel peut ouvrir la voie à la réconciliation islamo-chrétienne, le président n'a qu'à démissionner. » Un an et demi après son entrée en fonction, les jours de Gemayel paraissent comptés.

L'embrassement actuel sanctionne en premier lieu, l'échec de la tentative de mainmise phalangiste sur le pays. Imposé à la présidence de la République par les baïonnettes israéliennes, Gemayel s'efforça, dès septembre 1982, d'établir son pouvoir par la violence. Tous les postes de commandement importants — dans l'armée, la police ou les renseignements — furent accaparés par des représentants de son parti, les Kataëb. Ainsi reconstituée, l'armée se livra à de véritables provocations, laissant agir les Phalanges mais tentant de reprendre le contrôle des secteurs dominés par les forces musulmanes et progressistes. Dans le même temps, le nouveau régime acceptait officiellement la tutelle de l'Etat sioniste. Le 17 mai dernier, il signait avec Jérusalem un accord au terme duquel l'armée et les milices réactionnaires s'emparaient des zones auparavant occupées par l'armée israélienne. Cet accord eut pour effet l'entrée en dissidence du Front de salut national dirigé par Walid Joumblatt, le chef des druzes et du Parti socialiste progressiste (PSP). Les affrontements ne devaient plus s'interrompre pour la possession de la montagne du Chouf, fief de la communauté druze. L'attaque par l'armée des secteurs chiïtes de Beyrouth, devait au début de ce mois, enterrer définitivement tout espoir de stabilisation. A son tour, le mouvement chiïte Amal déclarait une guerre totale au gouvernement.

Au-delà de ces facteurs, la reprise de la guerre civile, avec une intensité inégalée depuis des années, marque une nouvelle étape dans la désagrégation de l'Etat levantin. C'est le partage des pouvoirs, établi en 1943 entre les différentes communautés, qui vole en éclats. Ce régime confessionnel — basé sur la prédominance de la bourgeoisie chrétienne maronite et l'alliance avec les leaders traditionnels sunnites — n'a plus la moindre légitimité. A elles toutes, les communautés musulmanes constituent l'écrasante majorité de la population. Ce qui rend insupportables leur marginalisation politique et un partage des richesses avantageant considérablement les classes possédantes chrétiennes. Walid Joumblatt ne fait que traduire cette situation quand il affirme : « L'Etat libanais est une formule dépassée dans sa constitution et sa forme actuelle. »

Les événements en cours constituent le principal revers subi par l'impérialisme depuis la victoire de Reagan. Avec l'invasion israélienne, puis l'envoi sur le terrain d'une force multinationale américano-franco-italienne censée appuyer les efforts de Gemayel, il cherchait à créer les bases d'un Etat fort, relais de sa domination dans une région stratégique. Un Etat capable de s'opposer à la Syrie, alliée de l'Union soviétique. Coup sur coup, il doit enregistrer l'effondrement de son protégé et l'approfondissement de la crise de l'Etat sioniste. Cette dernière vient de s'exprimer par une gigantesque manifestation, à Jérusalem, contre les entreprises annexionnistes de la coalition au pouvoir. L'annonce du rembarquement des marines américains, les décisions similaires qui devraient être rapidement annoncées à Paris prennent des allures de Bérézina.

8 février 1984
Christian Picquet

TCHAD

L'«escalade défensive»

En dépit de ses rodomontades verbales, des provocations militaires auxquelles il se livre, le gouvernement se retrouve devant l'éternel problème : comment sortir du borbier ? Au Tchad comme au Liban, les interventions révèlent leurs limites dès lors qu'elles s'éternisent.

Après différentes versions que seul Charles Hernu ne trouve pas contradictoires, on connaît aujourd'hui les circonstances dans lesquelles a été abattu un Jaguar français, le 25 janvier. Elles sont révélatrices de la véritable mission de la « Force Manta ». Les troupes françaises ont détecté, au moyen d'écoutes, l'attaque du poste de Ziguey par une colonne du GUNT, le 24 janvier. Une fois défaite la garnison des forces d'Hissène Habré, la colonne s'est repliée vers le Nord avec treize prisonniers tchadiens, deux médecins belges de l'organisation Médecins sans frontières ainsi qu'un Américain de l'Assistance militaire technique.

Quelle justification ?

Le lendemain deux patrouilles aériennes françaises ont repéré et surveillé la progression de la colonne. Paris a alors donné son feu vert pour une opération en deux temps. Tout d'abord stopper le convoi du GUNT par une attaque aérienne, puis l'encercler et récupérer les otages par un raid hélicoptère. La première phase a eu lieu près du village de Torodoum à 150 kilomètres au nord du 15^e parallèle, qui constituait alors la limite de la « zone rouge » prétendue infranchissable par Paris. La patrouille s'est vu opposer un barrage anti-aérien.

Cette version en rappelle d'autres. Les précédents gouvernements ont fréquemment argué de l'existence d'otages en danger pour couvrir leur politique agressive. On se souvient encore de Giscard sauvant le régime vacillant de Mobutu, en prétendant secourir des otages européens dans le sud du Zaïre. Pour justifier un engagement au-delà du périmètre déjà occupé par les troupes, le ministère de la Défense a même été jusqu'à expliquer que l'attaque de Ziguey, situé à 30 kilomètres de la ligne rouge, « correspondait pratiquement à son franchissement ». De plus, le gouvernement paraît d'autant plus empêtré qu'il est toujours à la recherche de preuves tangibles de la présence libyenne,

sans parler des conseillers tchécoslovaques et est-allemands dont l'activité a été « révélée » par des confidences des services de renseignement français.

Cheysson en tournée

L'« escalade défensive » sur le terrain coïncide avec le périple de Claude Cheysson qui l'a conduit successivement à N'Djamena, Addis-Abeba et Tripoli. Au cours de sa tournée, le ministre des Relations extérieures a évoqué l'éventualité d'un retrait français en cas de désengagement lybien. Certes, à N'Djamena, le responsable du Quai-d'Orsay a rappelé la légitimité du gouvernement d'Hissène Habré, et à Addis-Abeba le rôle irremplaçable de l'OUA. Il n'en demeure pas moins que l'essentiel du voyage fut l'entretien avec le colonel Kadhafi.

Cheysson en a retenu la volonté de traiter « les problèmes communs aux deux pays sur le plan politique », le chef d'Etat libyen soulignant, lui, l'accord sur la nécessité de trouver un troisième homme comme base d'une solution de rechange acceptée par Goukouni Ouéddeï comme par Habré.

La réception à Paris par Guy Penne, conseiller de François Mitterrand pour les affaires africaines et malgaches, d'une délégation des



forces apposées au régime de N'Djamena, renforce la vraisemblance d'un tel projet. D'autant que la délégation déclarait à sa sortie qu'« aucun différend fondamental n'opposait le GUNT au gouvernement socialiste français ».

En dépit de ses rodomontades verbales, de son escalade militaire, le gouvernement se retrouve devant l'éternel problème : comment sortir de ce borbier ? D'un côté, il hausse le ton, renforce sa présence, cherche à conforter sa crédibilité vis-à-vis des autres régimes d'Afrique. Mais de l'autre, il tente de trouver une issue diplomatique. Mitterrand prône une politique ambitieuse, intervient sur tous les fronts mais se

trouve coincé par cette ambition même. Car le rapport de forces militaire n'est pas aussi avantageux que l'on pourrait croire et l'affaire du Jaguar vient à point pour le confirmer.

Les interventions, tant au Liban qu'au Tchad, révèlent leur limites dès lors que de ponctuelles elles deviennent durables. Elles accroissent l'insertion de la France dans le dispositif impérialiste mondial. *Le Nouvel Observateur* du 3 février le reconnaît : « La véritable couverture des Français, c'est la puissance militaire américaine et la capacité de dissuasion de la 6^e flotte des Etats-Unis en Méditerranée. »

Jacques Laredo

VU ET REVUE

Tchad, Liban : la galère

Les commentaires de la presse française à propos des développements de l'affaire tchadienne sont particulièrement révélateurs. Il est vrai que, comme l'indiquait « Libération » du 1^{er} février, il s'agit de « l'autre grand couac de la diplomatie française » après « le bombardement d'une caserne chiite à Baalbeck ».

La droite se fait un devoir de pousser le pouvoir à l'escalade. « Le Quotidien de Paris » s'est même payé le luxe d'attaquer Charles Hernu qui « jette le trouble dans les esprits à propos

d'une opération parfaitement justifiée ». Voilà notre ministre de la guerre traité comme un vulgaire pacifiste. Et le journal de Philippe Tesson ajoutait : « Il n'y a pas de quoi fouetter un chat. L'armée française a agi comme elle devait le faire. » plus va-t-en-guerre que moi, tu meurs ! A gauche, il est des silences éloquentes. Ainsi, « l'Humanité » s'est bien gardée de développer longuement l'information sur l'opération de Ziguey, se contentant d'indiquer à ses lecteurs que la question

des « circonstances exactes » de l'incident avait été « brusquement relancée » par les propos contradictoires des responsables militaires. d'autres journaux paraissent s'inquiéter aujourd'hui de la dynamique engagée. Tel « le Nouvel Observateur » du 3 février qui écrit : « Aujourd'hui, la France est aux limites de ses capacités. l'irruption d'un nouveau front — ce qui n'est pas du tout exclu — pourrait les faire craquer. »

R. D.

DOM-TOM

L'arbitraire colonial

Se pliant aux exigences de la droite et des gros capitalistes locaux, le gouvernement s'engage dans une escalade répressive. Des militants indépendantistes sont emprisonnés et maltraités. On arrête des dirigeants syndicalistes. Le changement n'est pas pour les populations d'outre-mer.

Une fois de plus, la Guadeloupe vient de connaître une « nuit bleue ». Le 4 février, jour symbolique du 190^e anniversaire de la première abolition de l'esclavage aux Antilles, deux attentats ont été perpétrés, tandis que trois autres bombes étaient désamorçées.

Ces initiatives constitueront probablement le prétexte à une nouvelle offensive policière. Les déclarations dans le plus pur style de la guerre d'Algérie du préfet de Guadeloupe, Robert Miguet, ne laissent aucun doute sur ce point : « Je crois que l'on assiste actuellement à des réactions de bêtes sauvages traquées (...) J'ai bon espoir que très rapidement on mettra la main sur les principaux responsables de ces actes. »

« Complot contre l'Etat »

Une chose est certaine : même dominé par les partis de gauche, le gouvernement de la métropole ne connaît d'autre langage que celui de la répression, pour régler les problèmes des « départements d'outre-mer ». Déjà, le 14 novembre dernier, à la suite d'une série d'attentats revendiqués par l'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC), treize militants et militantes indépendantistes ont été emprisonnés et inculpés de « complot contre l'Etat et atteinte à l'intégrité du territoire ». Au cours des interrogatoires, certains inculpés auraient été battus. Deux dirigeants du Mouvement pour une Guadeloupe indépendante (MPGI), Luc Reinette et Henri Bernard ont dû prendre la fuite. Et le 4 janvier, les CRS investirent Radio unité, l'organe du MPGI. Tout paraît donc mis en œuvre pour baillonner le courant nationaliste antillais et le pousser à une clandestinité dont on espère qu'elle le marginalisera.

Certes, l'utilisation de la violence, en dehors de sa prise en charge consciente par les masses, en dehors d'une mobilisation des travailleurs des Antilles pour leurs droits, ne peut que déboucher sur l'impasse. Elle risque de couper les indépendantistes d'une population qui n'est pas en-

core acquise à l'idée d'une séparation avec l'Etat français. Il n'en demeure pas moins que l'escalade répressive est inacceptable. Car c'est avant tout l'incapacité des gouvernants à



répondre aux aspirations populaires qui explique ces manifestations désespérées de colère.

Qu'ont fait le PS et le PC depuis leur arrivée au pouvoir ? Le fait colonial demeure et continue à se traduire, pour les 600 000 habitants de la Guadeloupe et de la Martinique, par la pauvreté et la surexploitation. Le chômage touche 30 % des actifs, tandis que l'abandon des cultures les plus importantes et la désindustrialisation poussent de nombreux travailleurs à émigrer en métropole.

Les mêmes intérêts

La chasse à l'homme organisée contre les « terroristes » présumés n'est, en fait, qu'un révélateur. Se pliant aux exigences des forces réactionnaires locales, le gouvernement semble guidé par une unique préoccupation : la défense des intérêts et des privilèges des tenants de l'ordre colonial. L'incarcération, durant près de deux mois, d'un syndicaliste martiniquais en est la plus parfaite illustration.

Les faits remontent au mois de décembre. Face à l'intransigeance de leur direction, les travailleurs des Etablissements Lagarrigue se mettent en grève. Ils exigent une revalorisation de leurs salaires. Le patron,

Yves Hayot, ne l'entend pas de cette oreille. Il engage à prix d'or — on parle de 2 500 francs par homme et par jour — une dizaine d'hommes de main pour briser le mouvement. Ces « dogs » — ainsi qu'on surnomme en Martinique ces milices utilisées à la fois par la droite et les gros capitalistes — multiplient les provocations. Le 8 décembre, ils s'en prennent à une délégation de travailleurs dirigée par Marc Pulvar, secrétaire général de la Confédération syndicale des travailleurs martiniquais (CSTM) et dirigeant du Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM). Acculé,

défense, Marc Pulvar sera emprisonné jusqu'au début de ce mois, à Fort-de-France. Il faudra, le 19 janvier, un mouvement de grève organisé par trois syndicats martiniquais et d'importantes manifestations pour qu'il soit enfin libéré. La personnalité de ses agresseurs aurait pourtant dû conduire les magistrats à plus de circonspection. A la mi-janvier, trois membres de la milice patronale furent arrêtés pour proxénétisme.

Pour les travailleurs des Antilles, c'est donc plus que jamais le règne de l'arbitraire. Cette réalité, la presse de l'Hexagone la dissimule soigneusement. Il nous ap-

menacé par un nervi armé d'un couteau de boucher, Pulvar doit, pour sauver sa vie, faire usage d'une arme à feu, blessant son adversaire.

Bien qu'il s'agisse d'un incontestable cas de légitime

partient de la faire connaître et d'exiger l'arrêt des pratiques répressives, le retrait des forces d'occupation, l'autodétermination pour les peuples de la Caraïbe.

Christian Picquet

Deux dirigeants du GRS arrêtés

Dimanche 5 février, Gilbert Pago et Philippe-Pierre Charles, dirigeants du Groupe révolution socialiste (section antillaise de la IV^e Internationale) ont été arrêtés en Guadeloupe, de retour de l'inauguration d'un centre dédié à Maurice Bishop, l'ancien Premier ministre de la Grenade. « Interceptés », pour reprendre les termes utilisés par les policiers, dans le cadre de l'enquête sur les attentats de la veille, ils ont été gardés à vue durant 24 heures.

Au cours de cette période, nos camarades n'eurent le droit que de s'asseoir sur des tabourets, ce

qui leur interdisait notamment de dormir. Tous les documents en leur possession furent photocopiés. Et on leur permit de se nourrir d'un sandwich que deux heures avant leur libération. A leurs protestations, les hommes de la Direction nationale de la police judiciaire — tout spécialement dépêchés de Paris pour traquer les « terroristes » — rétorquèrent en substance qu'ils avaient « carte blanche ». Voilà qui illustre les méthodes employées contre les membres présumés de l'ARC et plus généralement contre tous ceux qui contestent l'ordre colonial.

SYRIE

Répression impitoyable

Non content de se livrer à une tentative de mise au pas des forces impérialistes qui échappent à son contrôle (comme la résistance palestinienne), le régime syrien développe une impitoyable répression contre les organisations de gauche. Le Parti de l'action communiste (PAC) est l'une de ses principales cibles.

Présents au VI^e congrès de la LCR, les représentants du PAC appelaient au développement de notre solidarité : « Notre jeune parti, le Parti de l'action communiste de Syrie, fondé en 1976, qui a subi depuis sa création une série de vagues d'arrestations ; plus de 120 de ses militants sont détenus dans les prisons de la dictature syrienne. Notre parti attend que vous prêtiez attention à la situation en Syrie et dans les autres pays où la bourgeoisie bureaucratique gouverne par l'usage des pires formes de répression pour la défense de ses privilèges... »

Six cas de répression doivent retenir toute notre attention.

● Mounif Melhem, 34 ans, était l'un des dirigeants du PAC. Arrêté en 1981 et détenu à la prison de Palmyre, située dans une région désertique, il est atteint d'une grave maladie qui exige des soins rapides. En 1983, les autorités baasistes lui ont proposé de renoncer à ses convictions politiques en échange d'un traitement médical. Ce qu'il a refusé.

● Nehad Nahas, marié et père d'un enfant, a été appréhendé en 1980. Enfermé à la prison de Kafaroussa, il souffre de rhumatismes aigus.

● Ahdas Ahdas est lui âgé de 38 ans. Il a été arrêté à plusieurs reprises entre 1978 et 1980. Depuis janvier 1982, il est de nouveau incarcéré à la prison de Palmyre, à la suite d'une distribution de tracts. Il souffre de violents maux de reins.

● Faten Jamous a été capturé en 1982 après une longue période de clandestinité, au cours de laquelle il dirigea le PAC. Après un séjour de plus de dix mois dans une prison militaire de Damas, il a été transféré à Palmyre.

● Bassel Hourani, déjà détenu entre 1978 et 1980, a de nouveau été appréhendé en 1982. Il est actuellement enfermé à Palmyre.

● Fatima Lakzani est elle aussi une vieille militante du combat révolutionnaire. Arrêtée en 1977, 1978 et 1981, elle est actuellement incarcérée à la prison de Kafaroussa (près de Damas).

Trois de ces camarades sont déjà défendus comme prisonniers d'opinion par Amnesty International. C'est un devoir d'exiger leur libération et un traitement médical pour ceux

qui en ont le plus urgent besoin.

Télégrammes et motions sont à envoyer à l'ambassade de Syrie, 20, rue Vaneau, 75007 Paris.

ISRAEL

Tortures contre prisonnières palestiniennes

Le groupe femmes de Renault-Billancourt nous envoie un dossier concernant « les graves sévices subis par des prisonnières palestiniennes à la prison de Neve-Tirza ».

« La solidarité avec les prisonnières de Neve-Tirza fait partie de notre combat féministe », disent-elles en nous demandant de populariser les informations que leur ont fait parvenir un groupe de femmes israéliennes et palestiniennes « contre la colonisation ».

Depuis près de cinq mois les prisonnières politiques de Neve-Tirza refusaient de cuisiner pour les géôliers. Pour les punir de cet esprit rebelle, elles furent enfermées 23 heures par jour dans leur cellule. Les journaux, les livres, les vêtements personnels leur furent confisqués. Les visites familiales, d'ordinaires autorisées toutes les deux semaines, furent réduites à une fois tous les deux mois. Le rapport de leur avocate, M^e Lea Zemel, adressé au ministre de la Justice israélienne signale : « Pourtant les prisonnières ont accepté les sanctions prises contre elles, sans porter atteinte à l'ordre pénitentiaire. »

Le 31 octobre 1983 au soir, « les prisonnières se sont rendu compte que la direction de la prison transférerait leurs livres dans un endroit inconnu ». Elles demandèrent des explications, qu'on refusa de leur fournir. Elles « s'insurgèrent et frappèrent de toute leur force sur les portes de leurs cellules ».

C'est alors que se déclencha la barbarie la plus vile sur ces femmes qui étaient enfermées. Les géôliers d'abord, puis les hommes de la section spéciale envoyèrent des gaz par toutes les ouvertures des cellules, les judas, les fenêtres, et même par les douches. Elles durent attendre quatre jours pour recevoir les premiers soins médicaux, et pouvoir s'aérer. Un grand nombre des prisonnières furent ainsi gravement brûlées.

Devant ces faits odieux et accablants, plusieurs groupes de femmes palestiniennes et israéliennes mènent une campagne pour sensibiliser l'opinion publique en Israël. Elles font circuler une pétition exigeant la création d'une commission d'enquête, réclamant que les sanctions contre les prisonnières soient levées et que leurs revendications soient considérées comme légitimes.

S. F.

JAZZ

«Volonté de parole»

« The Ballad of the Fallen »
 (« Ballade de ceux qui sont tombés »),
 de Charkie Haden, sorti début décembre,
 a quasiment été consacré
 par le critique du journal « le Monde »
 comme le disque de jazz de l'année.
 Et si cet événement nous concerne
 particulièrement, c'est qu'il s'agit là
 de la suite, quatorze ans après,
 de l'expérience historique
 du Liberation Music Orchestra.

En 1969, une douzaine de musiciens, parmi lesquels des plus prestigieux solistes et créateurs du free jazz, tels que Don Cherry (trompette), Dewey Redman (saxos), Paul Motian (batterie), Mike Mantler (trompette), Carla Bley (pianiste et compositeur) sont réunis par le bassiste Charlie Haden dans une formation de studio, qui sortira en disque.

C. Haden avait notamment participé auparavant aux formations d'Ornette Coleman, dont la musique très « expérimentale » a servi de détonateur à l'explosion du free jazz, en tentant de mettre au point les formes du « nouveau jazz » : redéfinition des structures mélodiques, de la place de l'improvisation, etc. Dans ce cadre, C. Ha-

den s'était révélé comme un grand créateur, et avait surpris par son imagination, tant rythmique que mélodique.

Cette volonté de bouleverser les formes du vieux jazz, et d'en créer de radicalement nouvelles, est très présente dans le disque « Liberation Music Orchestra » : improvisations débridées, et savants dosages entre les parties écrites et les impros, utilisation systématique de musiques extérieures au jazz (chants révolutionnaires, qu'il soient écrits par B. Brecht et H. Eisler, ou issus de la révolution espagnole), collages musicaux, etc.

Cette recherche de nouvelles formes, commune à tous les musiciens de free, et qui a produit des styles

nouveaux et multiples (permettant ainsi au jazz contemporain d'être si riche et divers) n'était pas un simple souci esthétique. Il s'agissait, pour les musiciens de la Great Black Music (Grande Musique noire, nom donné par certains musiciens au free) de rompre avec l'histoire du jazz, de se révolter contre l'aliénation culturelle et économique du jazz : le mouvement free est né de la politisation des révoltes des Noirs américains dans les années soixante, et nombre de musiciens de free se déclarent révolutionnaires. Archie Shepp, alors l'un des « leaders » de ce mouvement, se révèle même être un authentique internationaliste, lorsqu'il déclare, en 1963 : « Notre vengeance sera noire, comme la souffrance est noire, comme Fidel est noir, comme Ho-Chi-Minh est noir ! »

Pour les musiciens du free, et ça ne sera pas là le moindre scandale, la musique n'est pas forcément « jolie », « agréable ». Elle ne sera jamais plus ce joyeux délassément, proposé par de gentils nègres roulant des yeux pour faire plaisir au public blanc... La musique devient un mode d'expression : elle devient le reflet des contradictions personnelles, du quotidien, de l'engagement politique du musicien. Cette volonté de

bouleversement esthétique est aussi un volonté de parole. Cette « volonté de parole » est particulièrement nette chez Charlie Haden : du nom donné à la formation et au premier disque (« Liberation Music Orchestra »), aux commentaires sur la pochette, en passant, bien sûr, par les innombrables références musicales à la révolution espagnole, ou par l'admirable « Song for Che » (« Chant pour le Che »), tout témoignage de l'engagement militant des musiciens.

Engagement militant que nous retrouvons tout au long du deuxième disque, « The Ballad of The Fallen », quatorze ans plus tard.

On y entend le même hommage aux combattants républicains de la guerre d'Espagne, à travers quel-

ques références musicales à des chants révolutionnaires et à travers un morceau dédié à la « Pasionaria ». On y entend aussi la chanson qui fut, un soir d'avril 1974, le signal de la révolte pour les jeunes officiers révolutionnaires du MFA, et qui resta le symbole de la révolution portugaise.

On y entend encore la chanson des Quilapayun, « El pueblo unido jamás sera vencido » (« le Peuple uni jamais ne sera vaincu »), devenue le symbole de la résistance à la dictature de Pinochet.

On y entend enfin un poignant hommage aux combattants révolutionnaires et au peuple salvadorien ; c'est « The Ballad of the Fallen », composé après la lecture d'un poème trouvé sur le corps d'un étu-

diant tué par la Garde nationale.

Quant à la musique, peut-être est-elle encore plus forte que celle du premier disque : elle est plus aboutie, plus mure, enrichie de toute l'évolution du jazz de ces dernières années... Ce disque témoigne de façon éclatante que le jazz contemporain est une musique créative, vivante. Vivante parce qu'elle plonge ses racines dans la réalité. Et il témoigne aussi que c'est le free qui, avec parfois ses excès, a permis cette extraordinaire richesse du jazz d'aujourd'hui.

Paul Berthiez

* « Liberation Music Orchestra », Impulse AE 260. A nouveau disponible.

* « The Ballad of the Fallen », ECM 1248, hélas actuellement manquant chez l'éditeur. Mais il reviendra ! Ouf !

UN DISQUE DES DOORS

Alive, she cried !

Treize ans après la mort de Jim Morrison, la parution d'un album des Doors est un événement pour celles et ceux qui restent fidèles à la musique de ce groupe légendaire. Ce disque nous sort, heureusement, de la monotonie de la production actuelle.

Ces enregistrements datant d'il y a déjà quinze ans nous rappellent amèrement dans quel état de dégénérescence se trouve le rock aujourd'hui. Mis à part de temps en temps un bon J.J. Cale ou un Z.Z. Top, nous étions envahis par la grisaille (ou la nullité ?) de la

production disquaire actuelle. Ces quelques morceaux interprétés par Jim Morrison et ses acolytes nous en sortent.

Rappelons que l'on peut savourer dans cet album les versions en public de « Light my fire », excellente, de « Moon light drive », tout

aussi excellente, de « You make me real », trois minutes de bon vieux rock and roll. Les amateurs de blues s'en mettront plein les oreilles avec cette remarquable interprétation de « Little red rooster », classique du genre de Willie Dixon. Mais ce qui marque le disque, c'est la version par Morrison et les Doors du fameux « Gloria » des Them (ça date de 1965). C'est bon, ça fait plaisir, on aime ça et on en redemande. Ça n'a pas pris une seule ride, la musique des Doors est toujours aussi vivante, violente, exacerbée. Avec Jimi Hendrix, Jim Morrison et les Doors ont donné ses lettres de noblesse à l'histoire du rock. C'est pourquoi il faut se procurer « Alive, she cried ».

Jean Villain



● **Dimanche** 21 h 45 (A2), « Vietnam » numéro 4, « Oncle Sam contre Oncle Ho » (1954-1967). A la suite des accords de Genève, le Vietnam se trouve coupé en deux par le 17^e parallèle. Au nord, la République

démocratique du Vietnam essaie de panser ses blessures de guerre en tentant d'imposer une réforme agraire selon le modèle chinois. Au sud, les Etats-Unis mettent en place un catholique antifrançais, Diem,

qui a pour conseiller personnel le major Lonsdale, chef des services secrets US. Après s'être débarrassé des officiers pro-français et déposé l'empereur Bao-Daï, Diem proclame la République du Sud-Vietnam, et refuse d'organiser les élections générales prévues par les accords de Genève.

La résistance s'organise et, en 1959, un nouveau mouvement fait son apparition, le Vietcong. Les USA, par l'entremise de J.-F. Kennedy, « exportent » vers le

Vietnam de plus en plus de « conseillers militaires » (ils seront 16 000 à la mort de Kennedy !) et mettent ainsi le doigt dans l'engrenage guerrier qu'ils font semblant de vouloir éviter... La guerre d'Indochine débouche sur la guerre du Vietnam...

22 h 30 (FR3), l'Ultime Razzia, de Stanley Kubrick, avec Sterling Hayden. Pour son troisième long métrage, Kubrick demande à Jim Thompson de lui adapter un très bon roman de Lionel White ; le résultat est en tous points remarquable.

● **Lundi** 20 h 35 (FR3), la Sirène du Mississippi, de F. Truffaut, avec J.-P. Belmondo et C. Deneuve. Comment Truffaut, auteur de l'excellent Tirez sur le pianiste a-t-il pu rater à ce point l'adaptation d'un chef d'œuvre du roman noir, comme cette Sirène du Mississippi, l'œuvre la plus vénéreuse de William Irish, et l'un des plus grands romans anglo-saxons ? Le résultat laisse absolument pantois !

● **Mardi** 20 h 35 (TF1), « le Racisme en question », une

émission de la direction de TF1 présentée par Anne Sinclair.

● **Judi** 20 h 35 (FR3), le Mystère Picasso, film de H.-G. Clouzot. On a rarement fait aussi bien dans ce domaine du « film d'art ». Un classique du genre.

● **Vendredi** 23 h 05 (A2), Au bord de la mer bleue, une comédie soviétique de Boris Barnet datant de 1935. A la fois proche et éloignée des conceptions stalinienne officielles sur le réalisme soviétique...

Michel Laszlo

HISTOIRE DE LA GUERRE SCOLAIRE

Par Vassili

Résumé. Après la guerre, en 1947, la CGT scissionne. Force ouvrière est fondée. Les syndicalistes enseignants choisissent la neutralité : la Fédération de l'éducation nationale est créée. De leur côté, les partisans de l'enseignement privé s'organisent en association des parents de l'école libre. Ils rallument la guerre scolaire.

Les lois MARIE et BARANGÉ, accordant des bourses aux élèves du privé, sont votées en 1951.



Du côté des syndicats chrétiens une nouvelle tendance s'affirme dès 1952.



En 1954, comment ce la guerre d'Algérie.



De Gaulle prend le pouvoir en 1958



En attendant, la 5^{ème} République remplace la 4^{ème}.



Après une intense mobilisation des A.P.E.L., la loi DEBRE est votée en 1959.



LES SOCIALISTES EUROPEENS FACE A LA CRISE (4)

Italie: l'amère potion du docteur Craxi

Six mois après son arrivée à la tête du gouvernement, le PSI a de plus en plus de difficultés à faire accepter sa brutale politique d'austérité. En butte aux manœuvres de son puissant allié démocrate-chrétien, « l'expérience » socialiste pourrait rapidement s'achever par un fiasco.

A Paris, Athènes, Madrid et même Stockholm, l'arrivée (ou le retour) au pouvoir des socialistes a provoqué d'imposantes démonstrations de joie populaire. Ce ne fut pas le cas à Rome, l'été dernier, quand Bettino Craxi, le leader du PSI, devint président du Conseil.

Il faut dire que Craxi dirige une coalition de cinq partis qui comporte une majorité de démocrate-chrétiens; c'est-à-dire de représentants du principal parti de la bourgeoisie italienne. Les socialistes ne disposent que de six portefeuilles contre seize à la DC. Dès lors, le nouveau chef du gouvernement fait figure d'otage.

Le leader socialiste a pourtant tout fait pour en arriver là. Accédant à la tête de sa formation en 1976 — à un moment où le PSI allait d'échec en échec — il s'est constamment efforcé de la replacer au centre de la vie politique italienne, de lui permettre de devenir une force-pivot, partenaire obligé de toute formule de pouvoir.

Une conjoncture favorable

Méthodiquement, Craxi a repris en main l'appareil du PSI, éliminant de la direction les secteurs les plus à gauche. On l'a ainsi vu couper les crédits de la revue théorique du parti, *Mondo Operaio*, dont la rédaction lui paraissait trop frondeuse. Et il n'a pas hésité à s'appuyer sur des éléments carriéristes. Ce qui explique qu'aujourd'hui plus d'une dizaine de responsables socialistes soient incarcérés pour avoir trempés dans diverses « combinazioni ».

C'est avant tout l'approfondissement de la crise de direction de la bourgeoisie qui a permis au PSI de réaliser ses ambitions. Bien qu'usée par quarante ans de présence ininterrompue aux affaires et éclaboussée par de multiples scandales, la Démocratie chrétienne conserve une place prépondérante dans le jeu politique. Son influence électorale maintenue interdit notamment l'émergence de toute solution réactionnaire de rechange. Mais, ne pouvant plus gouverner seule, elle doit, en permanence, s'allier aux petites organisations laïques et à la social-démocratie.

Les élections générales des 26 et 27 juin 1983 ont pleinement confirmé ces données. Le parti dominant y a subi la déroute la plus importante de son histoire, perdant 5,4 points et 37 sièges à la Chambre. Tout en conservant son statut de première force politique, il pouvait difficilement imposer son maintien à la tête du gouvernement. Malgré le faible poids du PSI — à peine plus de 11 % du corps électoral — un cabinet Craxi devenait pratiquement la seule solution viable.

Pour les possédants, cette formule comporte bien des avantages. Elle permet à la démocratie chrétienne d'atténuer sa responsabilité dans la conduite des affaires, limitant du même coup la dégradation de son image de marque. Elle vise également à tirer le profit maximum des liens qui unissent les socialistes à divers secteurs de la bureaucratie syndicale, celle de l'Union italienne des travailleurs (UIL) en particulier. Et elle bénéficie de la collaboration du PCI qui, à la fin de l'année dernière, a poussé la « bonne volonté » jusqu'à approuver le budget. « Nous n'avons pas voulu entraver l'action de la coalition menée par les socialistes », affirme à ce propos Achille Occhetto, un membre du comité central.

« Rigueur dans l'équité »

Consentants ou contraints, les responsables du PSI doivent maintenant mettre en œuvre la politique exigée par le capital. La situation économique du pays leur impose en effet des mesures brutales contre la classe ouvrière. Depuis dix ans, l'inflation galope à un rythme de 16 %. Le déficit budgétaire atteint 17 % du PIB. La production industrielle a chuté de 14 % en un an, tandis que 2,3 millions de personnes sont au chômage (10 % de la population active), chiffre qui ne tient pas compte des salariés indemnisés au titre de la « cassa integrazione » (chômage technique). Le cours de la monnaie s'effondre : en quelques mois, le Dollar est passé de 800 à plus de 1 500 lire.



Bettino Craxi, au 41^e Congrès du PSI.

Dès son discours d'intronisation, Bettino Craxi annonçait la couleur : priorité à la lutte contre l'inflation et à la réduction des déséquilibres publics, au moyen d'une « politique des revenus » et de coupes claires dans les dépenses sociales. « L'Etat, indiquait-il alors, doit mettre ses comptes en ordre : il ne s'agit pas là d'une politique de gauche ou de droite, mais avant tout d'une obligation. »

Au mois d'août, le gouvernement concrétisait ces noires perspectives en décidant, par décrets-lois, des mesures d'économie : sur les pensions d'invalidité, les retraites, les indemnités de maladie, le remboursement des médicaments. Puis, dans la loi de finances 1984, il entreprit de diminuer de 40 000 milliards de lire le déficit budgétaire. Pour cela, le Premier ministre annonça une limitation de la progression des retraites, une réforme du système de prévoyance sociale et l'élimina-

tion de l'assistance sanitaire pour certaines catégories de travailleurs.

Au-delà de ces dispositions, une attaque générale contre les salaires se dessine. Déjà, en janvier 1983, profitant de la capitulation des directions syndicales, il avait réussi à remettre partiellement en cause le système d'indexation. A présent, cela ne lui suffit plus. Comme l'explique Franco Modigliani, consultant de la Banque d'Italie : « Notre situation est devenue très dangereuse. Il faut ralentir davantage le mécanisme de l'échelle mobile. » Ouvrant le 13 janvier des négociations avec les centrales ouvrières, Craxi proposait dans ce sens une modification de l'indice trimestriel en fonction duquel est déterminé le réajustement des salaires.

« Rigueur dans l'équité » : telle est la devise des gouvernants socialistes. Mais ce ne sont là que des mots. Entreprise dans une période de récession, l'orientation déflationniste de Craxi va inévitablement s'accompagner d'une aggravation du chômage. Ce dernier a progressé de 20 % en 1983. Au quatrième trimestre, 100 à 150 000 emplois ont été supprimés (30 000 dans la sidérurgie, 20 000 dans l'automobile, 15 000 dans l'électronique, 12 000 dans la chimie, etc).

Si le monde des affaires peut se réjouir d'un telle ligne — la Bourse de Milan a fait un bond de 13 % en janvier — il est douteux que le PSI puisse faire avaler cette couleuvre à une classe ouvrière qui, dans le passé, a fourni maintes preuves de sa combativité. Le mécontentement de sa base empêche les négociations sur la diminution du coût du travail de déboucher. Parallèlement, le premier socialiste est en butte aux manœuvres de son allié démocrate-chrétien qui s'efforce de saper sa crédibilité afin de récupérer rapidement sa position. Il est symptomatique que, le 1^{er} février, le cabinet ait, six fois consécutives, été mis en minorité au Parlement. Affaibli par ces dissensions internes, le docteur Craxi aura de plus en plus de mal à faire accepter ses amères ordonnances.

Christian Picquet

